

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon
N°22, Décembre 2013

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Secrétaire de rédaction :

André BALENT

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de l'association

MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Hélène CHAUBIN

Olivier DEDIEU

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION :	p. 2
BIOGRAPHIES :	
Gilles Morin : <i>Denat Irénée</i>	p. 3
Jacques Blin : <i>Beaupuy-Manciet, Éliane</i>	p. 3
Raymond Huard, Gilles Morin, Patrick Vazeilles : <i>Ménard Jean</i>	p. 7
Jean Limonet : <i>Messainguiral Lucien, Louis</i>	p. 8
Louis Botella : <i>Courteau Roger</i>	p. 9
Raymond Huard, Patrick Vazeilles : <i>Deschamps Bernard, Maurice, Paul</i>	p. 10
André Balent : <i>Oms Marcel, Laurent, François</i>	p. 11
ERRATUM Mercader Félix.....	p. 15
LECTURES CHOISIES :	
Jacques Blin : <i>Études sur l'Hérault</i> , n) 49, 2013.....	p. 16
NOTES DE RECHERCHES :	
Richard Vassakos : <i>Le premier panthéon rouge : naissance et disparition de la toponymie communiste sous la III^e République</i>	p. 17
Jacques Blin : <i>Regard sétois sur la grève de Lafarge en 1938</i>	p. 25
André Balent : <i>Les passages clandestins à Maureillas (Pyrénées-Orientales) et la répression allemande</i>	p. 33
Hélène Chaubin : <i>Exil politique en Languedoc pendant la guerre froide</i>	p. 39
Pierre Chevalier : <i>La journée d'étude de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon (Montpellier, 30 novembre 2013)</i>	p. 44

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron*. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

C / o Hélène Chaubin, rue Armand Jamot, 34 000 Béziers

06 64 88 57 35 ; helene.chaubin@wanadoo.fr

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier, secrétaire de la rédaction :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69 ; cat-ab-balent@wanadoo.fr.

Libellez vos chèques à l'ordre de : Association Maitron Languedoc-Roussillon

BIOGRAPHIES

DENAT Irénée

Né à Sallèles-d'Aude (Aude), mort après 1974 dans l'Aude ; ouvrier agricole ; syndicaliste CGT, secrétaire adjoint de l'UD et secrétaire de la fédération départementale des ouvriers agricoles de l'Aude ; résistant.

Secrétaire adjoint de l'UD de l'Aude de 1936 à 1939 (voir Élie Sermet*), Irénée Denat, reconduit dans ses fonctions en novembre 1939 après l'exclusion des communistes, participa les 17-19 février 1939 au VIII^e congrès de la Fédération nationale des travailleurs agricoles tenu à Saint-Quentin (Aisne) et fut élu membre de la commission exécutive - voir Parsal*, secrétaire général.

Membre du mouvement Combat, du début 1941 jusqu'à la Libération, Denat s'occupa de l'organisation du mouvement pour tout le département, particulièrement dans la branche Action ouvrière et participa à diverses opérations. Il fut arrêté le 20 janvier 1943 avec Élie Sermet (mort en déportation) par la police de Vichy. Il fut interné au camp de Saint-Paul d'Eyjeaux (Haute-Vienne), d'où il fut libéré le 15 janvier 1943 et reprit ses activités résistantes. La Gestapo vint l'arrêter à son domicile le 23 octobre 1943, alors qu'il était en mission pour le MOF à Tarbes. Prévenu, il se réfugia dans l'Ariège. Son fils (16 ans) fut alors arrêté à sa place et fut interné, puis déporté durant 21 mois à Buchenwald.

Membre du Comité "actif" du comité départemental de Libération au titre de la CGT en 1944-1945, il résidait à Narbonne et fut responsable de l'Union locale des syndicats CGT de Narbonne jusqu'en 1969 et poursuivit son activité à l'UL jusqu'en 1974. Il appartient à la commission exécutive de la Fédération de l'Agriculture de 1947 à 1950 et fut secrétaire de la section fédérale agricole CGT de l'Aude. Il était membre de la Commission exécutive nationale de la CGT, notamment à la Libération en 1944-1945.

Denat joua un rôle important en 1957-1958, pendant les grèves des agriculteurs de Saint-Nazaire et Coursan (Aude) ainsi qu'aux grèves de 1968. Denat fut inhumé à Limoux (Aude) où son épitaphe stipule " toute une vie consacrée à la défense des travailleurs ". Une plaque de marbre a été déposée par l'Union locale des syndicats CGT de Narbonne.

SOURCE : Arch. Nat., 72/AJ/Fonds Nathan-Murat, attestation de Paul Jean ; CAC, 20010216/53/13. — Renseignement fournis par Guy Delmas.

Gilles MORIN

* * *
*

BEAUPUY-MANCIET Éliane

Née le 8 février 1921 à Bordeaux (Gironde), morte le 3 juin 2012 à La Teste de Buch (Gironde) ; peintre et graveur ; directrice de l'école des Beaux-Arts de Sète (Hérault) de 1962 à 1987) ; premier Grand Prix de Rome de peinture en 1947 ; pensionnaire de la Casa Velásquez à Madrid en 1954 ; résistante, communiste.

Troisième fille de Max, Jean, Gilbert Beaupuy, mécanicien des chemins de fer né à Arcachon (Gironde) le 26 septembre 1886 et d'Amélie Labeyrie, originaire de Pontenx-les-Forges (Landes). Son grand-père paternel Louis Beaupuy avait vu le jour à Camblanes (Gironde) le 25 août 1860. Les parents de ce dernier, Pierre Beaupuy et Catherine Barrière s'installèrent ensuite à Arcachon, alors en plein essor. Ce fut là que Louis Beaupuy se maria le 6 octobre 1885 avec l'Arcachonnaise Marie Mouliets. Ce grand-père, marin, connut une réussite certaine en multipliant les activités qui allaient du "nettoyement des plages" pour le compte de la ville, à la promenade de "messieurs", en passant par la pêche à la sardine pour laquelle il arma plusieurs unités. Il fut propriétaire d'un voilier baptisé *Madame Angot*. La tradition familiale veut qu'il ait fait découvrir les charmes du bassin d'Arcachon à la reine Ranavaloa, la dernière reine de Madagascar de 1883 à 1897. Ses relations allaient du Peintre Toulouse-Lautrec à Louis Gaume, compagnon du devoir qui s'installa à Arcachon en 1911. En 1928, il créa la Société immobilière de Pilat-Plage qui construisit le quartier du "Pilat-Plage" dans le prolongement du Pyla-sur-Mer. Dans les contrats de vente de terrains qu'il proposait, Louis Gaume s'imposait comme bâtisseur exclusif. Rapidement il construisit des villas de plus en plus soignées, d'un style largement inspiré de certaines constructions locales et du Pays basque.

Le père d'Éliane Beaupuy, Max, ne suivit pas exactement le chemin que ses parents avaient imaginé pour lui. Sa carrière de cheminot fut interrompue par sa révocation en 1921, à la suite des grèves de 1920. Il fut promptement

Le Midi Rouge

engagé par Louis Gaume qui lui confia la direction de la briqueterie Gaume de Parentis (Landes). Mais cette aventure ne dura que quelques mois. Syndicaliste convaincu et convaincant, il ne manquait jamais de célébrer avec force démonstration le Premier Mai. Max Beaupuy s'éloigna en bonne intelligence de l'employeur qui lui avait tendu la main et celui-ci l'aida une nouvelle fois à trouver un nouvel emploi, la direction d'une drague à Lamagistère (Tarn-et-Garonne) commune située au bord de la Garonne. Amnistié en 1936, Max Beaupuy fut réintégré dans les chemins de fer. Ce fut l'occasion pour lui et sa famille de revenir s'installer à Arcachon. Pendant tous ces événements, Éliane Beaupuy fut victime d'une épidémie de poliomyélite qui alors sévissait à Bordeaux.

Éliane Beaupuy vécut ainsi une enfance et une adolescence arcachonnaise. Elle fréquenta tout d'abord l'école Victor-Duruy, ensuite celle de Condorcet. Sa maladie avait exacerbé sa sensibilité et celle-ci avait trouvé dans le dessin les moyens de son expression. Ce désir de création picturale se transforma en exigence dès qu'elle eut connaissance du parcours réussi de son cousin Claude Bouscau. Celui-ci avait fait l'école des Beaux-Arts de Bordeaux, puis les Arts décoratifs à Paris. Après avoir obtenu le grand prix de sculpture, il était entré à l'école des Beaux-Arts de Paris dans l'atelier Bouchard, pour obtenir en 1935, dès la première tentative, le Premier Grand Prix de Rome. Après avoir subi une opération du professeur Rocher, véritable première couronnée de succès qui gomma partiellement son handicap, Éliane entreprit à partir de 1940 les études dont elle rêvait depuis sa petite enfance, à l'école des Beaux-Arts de Bordeaux. En 1942, elle obtenait sur concours une bourse de la Ville de Bordeaux qui lui permit de s'inscrire, dans les conditions difficiles de l'époque, le 10 novembre 1942, à l'école nationale des Beaux-Arts de Paris où elle deviendra, en 1944, l'élève de Jean Dupas, nommé conservateur du musée Marmottan-Monet en 1940, membre de l'académie des Beaux-Arts et professeur de l'école nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris en 1941.

Pendant cette période, Éliane qui était membre du Parti communiste, vivait dans le 20^e arrondissement de Paris où elle participa avec ses parents aux activités de la Résistance. Sa nièce se souvient qu'en 1943, elle participait également au groupe organisé au sein de l'école des Beaux-Arts à Paris et qu'elle transportait des tracts et des stencils dans son carton à dessin. Dans l'appartement de ses parents, dans les étages, il y avait une ronéo. Sa nièce avait pour consigne de dire, en cas de remarques sur le bruit, que la grand-mère faisait de la couture avec sa machine à coudre. Éliane Beaupuy fut profondément choquée de la situation faite aux juifs, nombreux dans le 20^e arrondissement (1000 enfants furent arrêtés entre août 1942 et juillet 1944, déportés et presque tous assassinés à Auschwitz) et affectée par le décès de certains qui étaient parmi ses amis.

Le 3 janvier 1945 elle était présente parmi la foule qui participa aux obsèques du colonel Fabien au Père Lachaise.

Au sortir de la guerre, elle fut remarquée lors d'une exposition au Salon des artistes français par un représentant des éditions parisiennes Sapientia et accueillit avec enthousiasme leur proposition de collaboration pour l'illustration d'un ouvrage d'Henry de Montherlant paru en 1947, *Les Olympiques*, avec en sous-titre : *Burins de Éliane Beaupuy*. Parallèlement à ce travail de création, elle prépara le prestigieux Prix de Rome, avec deux épreuves : l'esquisse du sujet, *Les Parques*, réalisée en quelques heures et ensuite sa réalisation en loge en deux mois. Ce travail était confronté à un double jury, des membres de l'Institut et d'autres artistes. Dans sa séance du 4 juillet 1947, l'Académie des Beaux-Arts la récompensa en lui décernant le premier Grand prix de Rome de peinture accompagnée de cette mention : " À 27 ans, une artiste ne doit pas faire preuve de personnalité ". En la lisant, elle en rit, puis la colère la submergeant elle en pleura. Mais les portes de la Villa Médicis de Rome, lui étaient ouvertes. Elle allait pouvoir développer ses capacités et s'approprier la maîtrise des paysages, des nus et les subtilités des fonds lumineux des primitifs italiens. Par la suite, elle lutta sans cesse contre l'enfermement de la création. De 1947 à 1951, l'aventure italienne qui lui permit aussi de découvrir avec son mari les différentes régions de ce pays.

C'est au cours de vacances à Arcachon qu'elle avait connu Jean-Raymond Manciet, ostréiculteur. Celui-ci vint la rejoindre à Paris et travailla dans une usine qui fabriquait des capsules de bouteilles. Ils se marièrent le 6 décembre 1947 à la mairie du 20^e arrondissement de Paris.

À son retour, elle obtint le premier grand prix de la Ville de Bordeaux et, avec son mari elle reprit une activité militante au PCF. Elle obtint bientôt une bourse pour la Casa Velásquez. Lors de la bataille de Madrid, en novembre 1936, la Casa Velásquez dont la construction avait été achevée en 1935 fut incendiée et détruite par les troupes franquistes. À partir de 1940, les artistes s'installèrent dans un hôtel particulier de la rue Serrano. Ce ne fut qu'en 1959 que l'institution réintégra son site d'origine. Éliane Beaupuy-Manciet arriva à Madrid en 1954, avec son mari. Elle préféra le grand air et l'espace à l'enfermement dans l'hôtel. Ils optèrent pour une solution itinérante, permettant de découvrir l'Espagne et ses paysages au hasard des voyages. Ces fréquents déplacements facilitaient leur aide à la cause des Républicains espagnols : transport de matériel (tracts et autres), passages de Républicains vers la France.

Leur aventure se termina un jour lorsque la personne qu'ils devaient contacter ne fut pas au rendez-vous et que, lors d'un arrêt pour repos, ils s'endormirent (fatigue ou sommeil provoqué ? La nièce et Michel Ramos ont le même souvenir de cet épisode, mais aucun des deux n'est en mesure de préciser la nature de leur sommeil). À leur réveil ils constatèrent l'absence d'un carnet contenant des renseignements (contacts, etc.) et d'autres objets. Après avoir alerté et informé leur contact français, ils reçurent l'ordre de rentrer et de stopper les voyages.

Son mariage l'avait ramené Éliane Beaupuy-Manciet sur les bords du Bassin d'Arcachon. Ses premiers élèves furent les jeunes d'Arcachon et de ses environs qui fréquentaient le cours complémentaire Condorcet.

À l'automne 1956, l'artiste au palmarès prestigieux crut pouvoir poursuivre sa carrière d'enseignante à l'école des Beaux-Arts de Bordeaux où un concours était ouvert. Elle déposa sa candidature et sa prestation et ses titres convainquirent le jury Eliane fut convoquée pour être installée dans son poste de professeur au lendemain de l'annonce des résultats. L'insurrection hongroise de fin octobre 1956, avait mis Bordeaux et la France en émoi et avait déclenché un climat d'hostilité envers le P.C.F qui avait approuvé l'attitude soviétique. Ce fut certainement ce contexte qui fit que le lendemain Eliane apprit que la place qui lui était destinée était attribuée à une autre. On imagine sa désillusion, Désillusionnée, Éliane ne s'avoua pas vaincue. Elle diversifia son activité et mena à la fois, des travaux personnels de peinture, donna des cours à de jeunes élèves dont les parents témoignaient ainsi leur solidarité avec elle. Elle naviguait sur la *pinasse* (bateau du Bassin d'Arcachon à fond plat) avec Jeannot (son mari) et partageait avec lui, les durs travaux de l'ostréiculture.

La ville de Sète qui s'était dotée d'une municipalité communiste en 1959, développait une audacieuse politique culturelle et décida de la création d'une Académie des Beaux-arts. La première démarche fut de recruter un directeur par concours national, sur titre, afin de garantir la qualité de l'enseignement qui allait être donné. Le jury fut séduit par cette jeune femme " timide, le visage souriant, illuminé d'un regard clair, perçant, en perpétuel mouvement " et par les titres qui l'accompagnaient.

Éliane Beaupuy-Manciet fut d'abord nommée comme professeur de dessin au collège d'enseignement général Jean-Moulin. Par ailleurs, une " école de dessin " existait à Sète, à l'avenue Victor-Hugo, dans une école désaffectée (ancien cours complémentaire de filles) où, le dimanche matin, enseignait un professeur, M. Boudou, qui, malade, partit à la retraite. Éliane Beauuy-Manciet lui succéda et devint la première directrice de l'école de dessin, puis celle de l'école des Beaux-arts de Sète. Jeannot, son mari, retrouvait avec l'étang de Thau un autre décor que celui de la baie d'Arcachon pour reprendre son activité d'ostréiculteur et s'insérait très vite dans le milieu professionnel et l'activité syndicale.

Ce fut une riche aventure qui s'étala sur un quart de siècle de 1962 à 1987. Un parcours où Éliane sacrifia sa propre création pour se donner entièrement à ses élèves, enfants, adolescents, adultes qui fréquentaient les cours de la villa " *Érialc* ", nom anagramme de Claire, donné par les anciens propriétaires de ce lieu qu'avait acquis la municipalité. Les salles étaient en activité permanente.

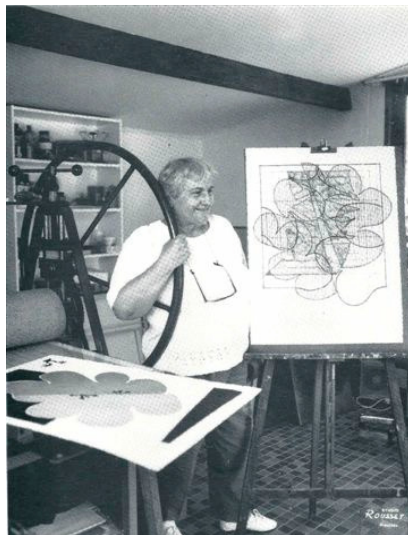
Une ancienne élève, dont la mère était concierge du musée municipal et son père gardien et membre du PCF, fit la connaissance d'Éliane à son arrivée à Sète. Elle fut tout au long de sa présence dans la ville, très proche d'Éliane. Elle en brossa le portrait : " Infatigable (mais plutôt...sans montrer ni sa fatigue, ni ses douleurs), elle donna le maximum à ses élèves. Éliane s'est donnée à eux sans compter, s'est totalement oubliée malgré les difficultés que lui apportait son handicap. Toujours aidée de sa canne, marchant difficilement, elle ne mesurait pas ses pas. Lors des cours, elle traversait les locaux sans réfléchir, une multitude de fois, pour corriger les travaux de chacun des élèves. Elle ne comptait pas ses heures de travail qu'elle dépassait largement, par amitié, compassion ou simplement pour aider l'un ou l'autre qui n'avait pas terminé son travail. Les heures supplémentaires pour elles furent nombreuses... Son logement se trouvant dans l'école ne lui facilita pas son travail personnel qu'elle laissait de côté pour plus tard, disait-elle. "

Ses engagements politiques et humains trouvèrent leur place dans la vie locale. Sète construisait toutes les infrastructures culturelles qui font son renom aujourd'hui (Théâtre de la Mer, musée Paul Valéry, etc.).

En 1959 la section de Sète du PCF avait ouvert une librairie qui se situait à proximité de son propre local au quai supérieur de l'esplanade Aristide Briand (aujourd'hui rue du 11 Novembre 1918). Cette librairie abritait le journal *La Marseillaise*. Elle assurait la vente des fournitures scolaires ; Michel Rideau qui en était le responsable sillonnait le département pour proposer aux municipalités son catalogue de fournitures et, parallèlement, en tant que représentant de matériel de projection de la maison Debrie, il lança, dans la région les productions de la bande " Kodavox " (films magnétiques " Kodak " pour enregistrements sonores) tout en continuant à vendre des

Le Midi rouge

projecteurs et des enregistreurs. Afin de l'aider dans sa tâche, un collectif de gestion de la librairie fut mis en place, auquel participait activement Éliane Beaupuy-Manciet.



Éliane Beaupuy-Manciet, dans son atelier de gravure. Photo parue dans le catalogue de l'exposition d'Arcachon (6 août – 16 septembre 1990). Publiée avec l'autorisation de Monique Le Louarne-Bonnard, nièce d'Éliane Beaupuy-Manciet

Avec ses élèves, elle fit entrer peintures et céramiques dans le décor de la vie locale. En 1967 ce furent des peintures sur le thème : “ Un petit oiseau, un petit poisson s'aimaient d'amour tendre ”, chanson interprétée en 1966 par Juliette Gréco sur des paroles de J.M Rivière et une musique de G. Bourgeois. Ces fresques inaugurées le 18 avril 1967 illuminaient le restaurant-maternelle du centre aéré “ Le Vallon ”. Dans la même période, des céramiques furent apposées sur la façade de la halte garderie du Château Vert. La démarche d'Éliane Beaupuy-Manciet accompagnait une nouvelle dimension de l'accueil (entre la crèche et la maternelle) conçue par Armande Maillet* (conseillère municipale) pour recevoir ponctuellement de jeunes enfants afin que les parents puissent souffler un peu dans la journée.

Elle était également souvent mise à contribution pour souligner d'une de ses œuvres les différentes initiatives pacifistes qu'animait par ailleurs Antoine Beille*, adjoint au maire et responsable du Mouvement de la Paix. En 1968, elle répondit à l'appel des peintres-ouvriers Grégogna, le cheminot et Moreno*, l'ouvrier du port qui avaient organisé la solidarité au mouvement gréviste. Son œuvre fut présente aux côtés des nombreux artistes locaux qui exposaient. Parmi eux, certains étaient reconnus, notamment Desnoyer et Sarthou.

En liaison avec Michel Rideau qui était par ailleurs un des animateurs du ciné-club Gérard Philippe à Sète, elle favorisa quelques initiatives cinéma de plein air dans le parc de la villa “ Érialc ”.

Une nouvelle municipalité, élue en 1983, avec à sa tête un maire UDF, Yves Marchand, négligea l'école avant qu'Éliane ne parte en retraite en 1987. Elle en souffrait beaucoup. Elle partit, sans une reconnaissance de sa ville, sans un mot d'adieu de la part des élus de l'époque. Il fallut attendre décembre 1996 et l'élection d'une équipe animée par François Liberti*, pour que le musée Paul-Valéry de Sète lui consacre une exposition. À cette occasion, Robert Combas écrira : “ Je suis arrivé aux Beaux-arts à 8 ou 9 ans, j'y allais le jeudi. C'était après le lycée un bol d'air pur... Ensuite j'y suis allé à temps plein pour un an de préparation pour une école nationale ”. Beaucoup de ces élèves parlent encore d'elle avec émotion et avec des mots d'amitié.

Dans les derniers mois de sa vie, Éliane ne marchait plus, ne peignait plus. Deux accidents vasculaires cérébraux l'avaient considérablement affaiblie. Elle avait quelques difficultés à s'exprimer par la parole. Mais elle fit preuve de ténacité et de persévérance. L'aide des employés de l'Ehpad des Roses du Bassin et celle de ses proches, ne fut pas ménagée pour qu'elle retrouve un peu de vigueur et de sérénité. La sculptrice Monique Bonnard-Le Louarne, nièce d'Éliane, fut très présente aux côtés de sa tante, qui l'avait élevée pour absolument faire connaître son travail. Non pas pour qu'Éliane Beaupuy-Manciet voit sa cote s'envoler sur le marché de l'art, mais simplement pour mettre en lumière cette artiste.

Une exposition de ses peintures et gravures "Hommage à Eliane Beaupuy-Manciet" se déroula à la Teste de Buch du 10 novembre au 9 décembre 2012. L'œuvre retenue par sa nièce pour illustrer l'invitation et l'affiche reprenait un tableau marquant d'un des traits d'Éliane : "La manifestation".

Quand il apprit son décès, le peintre Hervé Di Rosa déclara à la presse : "Non seulement Madame Manciet, comme je l'ai toujours appelée, était une grande artiste mais elle a eu le courage de créer l'école des Beaux-arts de Sète quand c'était encore le désert. À 8 ans, je fréquentais ses cours du jeudi avec Combas. C'est elle qui a convaincu mes parents que dans l'art il n'y avait pas seulement des hurluberlus. Elle m'a soutenu dans mon année préparatoire quand j'avais 17 ans. J'ai souvenir d'une dame assez autoritaire mais totalement à l'écoute. On lui doit beaucoup ici."

SOURCES : Jacques Blin, *Regards engagés sur 1968 à Sète. Pour témoigner de ce moment militant*, ouvrage publié à compte d'auteur, Sète, 2008, 106 p. Jacques Blin. Michel Boyé, "Des formes et des couleurs. Le parcours d'Éliane Beaupuy-Manciet", *Bulletin de la Société Historique et Archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch*, 129, août 2006, pp. 44-52. — *Midi Libre*, 9 juin 2012, déclaration d'Hervé Di Rosa. — *La Dépêche du Bassin*, hebdomadaire d'informations locales (Arcachon) – 30 mai 2012. — Antoine Beille*, discours lors du vernissage de l'exposition "Éliane Beaupuy-Manciet parcours 1988-1996" au Musée Paul-Valéry de Sète. — *Histoire de la Casa Vélasquez*, <http://www.casadevelasquez.org/accueil/histoire>. — Entretiens avec Monique Le Louarne-Bonnard, n

ièce d'Éliane Beaupuy-Manciet, la Teste de Buch, 25 mai 2013 ; Michel Boyé, président de la Société historique et archéologique d'Arcachon, La Teste de Buch, 25 mai 2013 ; Michel Ramos, Sète, 29 mai 2013 ; Huguette Ginestet, née Nadal, Sète, 25 septembre 2013.

Jacques BLIN

* * *
*

MÉNARD Jean

Né le 1^{er} juin 1921 à Nîmes (Gard), mort le 30 mai 2011 à Nîmes ; avocat ; conseiller municipal de Nîmes 1959-1965 ; secrétaire de la Fédération socialiste du Gard , 1961-1967, puis de la FGDS 1967-1968.

Jean Ménard naquit à Nîmes. Son père, ancien combattant gazé à Verdun, était professeur de comptabilité au collège technique de Nîmes. Il devint conseiller municipal dans la municipalité socialiste d'Hubert-Rouger*, réélu en mai 1929. Sa mère était fille de militaire. Jean Ménard fit toutes ses études primaires et secondaires au lycée de garçons de Nîmes auquel il resta très attaché, puis s'inscrivit à la faculté de droit de Montpellier, où il eut pour professeur Pierre-Henri Teitgen, bientôt résistant. Il fut ensuite incorporé aux chantiers de jeunesse. Jean Ménard qui fit partie à Nîmes, du groupe Liberté ancêtre de Combat et participa à des activités de propagande gaulliste fut arrêté deux fois en 1942 puis 1943, mais relâché. Il poursuivit cependant ses études de droit qu'il acheva en prêtant serment le 9 novembre 1942 devant le premier président de la Cour d'appel de Nîmes. Requis au STO, il entra ensuite dans la clandestinité jusqu'à la Libération à laquelle il participe activement. Mobilisé il termina la guerre au centre d'instruction de l'artillerie à Nîmes.

En avril 1944, il épousa Renée Guérin, d'une famille protestante, qu'il avait connue lors de ses études. Après la guerre, Jean Ménard entra au cabinet d'avocat d'Edgar Tailhades*, devenu alors le leader des socialistes nîmois, et adhéra vraisemblablement sous son influence au parti socialiste. Il devint ensuite son secrétaire quand E. Tailhades fut élu à la mairie de Nîmes en 1947. En 1959, il fit partie de la liste municipale d'Edgar Tailhades alors candidat pour un troisième mandat et, dans la municipalité, participe à diverses commissions (contentieux, tauromachie, syndicat d'initiative, legs et donations, festivités). Favorable à l'Europe, il s'intéressa également aux jumelages de Nîmes avec Preston (Grande-Bretagne), Brunswick (République fédérale d'Allemagne) et Vérone (Italie). En 1961, il fut élu secrétaire de la fédération socialiste du Gard et le resta jusqu'en 1967, puis devint en 1968 secrétaire de la Fédération FGDS du Gard. Il fut candidat sans succès aux élections cantonales de 1958 dans le canton de Sauve, puis aux législatives de 1962 dans la 1^{re} circonscription de Nîmes où il arriva en 3^e position avec 4 813 voix, derrière le candidat UNR sortant, Pierre Gamel (12 594) et celui du PCF, Louis Maurin (11 113). Après la défaite d'Edgar Tailhades aux élections municipales de Nîmes en 1965, Jean Ménard reprit ses activités d'avocat et fut même élu bâtonnier de l'Ordre en 1983 et 1984. Il enseigna aussi au Groupe juridique Raymond Marc qui a prélué à la création d'un enseignement universitaire de Droit à Nîmes, fut administrateur du Crédit municipal et de la Caisse d'épargne.

Le Midi Rouge

En 1986, il prit sa retraite d'avocat et en 1987, il fut élu à l'Académie de Nîmes en remplacement d'E.Tailhades (décédé en 1986). Il consacra ses dernières années d'activité à cette institution dont il devient secrétaire perpétuel de 1990 à 2002. Il chercha en particulier à ouvrir davantage l'Académie vers l'extérieur. Il mourut le 30 mai 2011.

SOURCES : Arch. Nat. 1986021/1. — Archives de l'OURS dossier Gard, liste des secrétaires fédéraux, fonds Albert Gazier 2/APO/2. Fonds de la FGDS. — État civil. — Archives municipales de Nîmes, *Midi libre*, 19 novembre 1962, *Bulletin des séances de l'Académie de Nîmes*, séance du 16 octobre 2009 (discours de réception de Mme Michèle Pallier, notamment p. 16-22).

Raymond HUARD, Gilles MORIN, Patrick VAZEILLES

* * *
*

MESSAINGUIRAL Lucien, Louis

Né le 11 novembre 1921 à Cransac (Aveyron), mort le 15 février 2007 à Bagnols-sur-Cèze (Gard) ; préparateur en pharmacie, puis chimiste ; jociste, militant CFTC puis CFDT du Gard, secrétaire de l'UL de Bagnols-sur-Cèze.

Fils d'un mineur devenu boulanger, mort le 28 mai 1925 des suites de la Première Guerre mondiale, Lucien Messainguiral fut élevé par sa mère (couturière) aidée par sa grand-mère, qui travailla à la mine, à la mort de son père, au triage de Cransac jusqu'à son remariage, le 29 juin 1928 avec Jean, Lucien Frayssinet, mineur. Issu d'une famille catholique pratiquante, il fréquenta l'école libre jusqu'au certificat d'études primaires puis intégra le petit séminaire d'Ambrzac (Haute-Vienne), où la gratuité de l'enseignement lui permit de poursuivre ses études pendant un an. Mais, mal à l'aise dans ce milieu, il préféra entrer dans la vie active. Il trouva du travail dans une pharmacie qui l'embaucha pendant deux ans comme " potard " (préparateur). Il avait alors adhéré à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Il travailla ensuite à " la vieille montagne ", une usine qui fabriquait du zinc, et adhéra à FO où il allait rester jusqu'en 1957 et faire plusieurs stages en Belgique. Il comprit rapidement qu'il manquait de compétence professionnelle. Il suivit alors des cours par correspondance au conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de 1945 à 1948 et obtint un diplôme de chimiste. Entre-temps, Lucien Messainguiral avait été envoyé dans un chantier de jeunesse au Mont Aigoual dans la région d'Anduze (Gard) où il jouait de la clarinette – qu'il pratiquait à Cransac – au sein d'un groupe de musiciens.

En 1957, il quitta l'Aveyron pour travailler au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à Marcoule (Gard) où il créa en 1958, avec Lucien Jourdan*, une section syndicale CFTC. En 1960, Lucien Messainguiral collaborait à la création du journal inter-sections CFTC, Rayonnement, imprimé à Marcoule et destiné à l'ensemble du CEA. Il fut, cette année-là tête de liste pour les élections au comité des œuvres sociales national (COS). Il fut réélu ensuite plusieurs fois jusqu'au moment où la gestion du COS devint syndicale (après 1968). Il avait créé en 1964 l'Union locale CFDT de Bagnols-sur-Cèze (Gard) avec l'aide de Jacques Gastou, un ancien mineur, représentant l'inter-syndicale CEA lors de la négociation de " l'accord cadre de 1968 " qui permit la création de conseils d'unité, de comités d'établissement et national, de commissions d'éducation permanente technique et culturelle. Lucien anima l'UL jusqu'en 1970, date à laquelle Gaston Mazoyer le remplaça.

Il se maria le 21 octobre 1947 à Aubin (Aveyron) avec Jacqueline Marie Chazottes, sans profession, catholique pratiquante très active au niveau local. Il eut quatre filles, Anne (1949), Geneviève (1951), Christiane (1953) et Odile (1963).

SOURCES : Arch. CFDT, SNPEA (Syndicat national du personnel à l'Énergie atomique). — Notes de Magali Benoit. — Correspondance avec la famille, 2013.

Jean LIMONET

* * *
*

COURTEAU Roger

Né le 25 novembre 1921 à Saint-Rambert-d'Albon (Drôme), mort le 30 décembre 2009 ; ouvrier agricole, puis mineur, enfin ouvrier dans les matières plastiques ; syndicaliste Force ouvrière (FO) de l'Aude, conseiller municipal socialiste de Quillan (Aude).

Roger Courteau perdit sa mère à l'âge de six ans et son père quatre ans plus tard. À l'âge de dix-sept ans, il s'engagea dans l'armée et il combattit sur le front où il obtint la croix de guerre.

Démobilisé à Sallèles d'Aude (Aude), il y fit la connaissance de son épouse, Marie Gracia (ou Garcia).

D'abord ouvrier agricole puis mineur dans la mine de soufre de Malvézy ou Malvési (Aude). Anticipant une fermeture prochaine (vers la fin des années 1950), Roger Courteau s'engagea au sein de l'entreprise de meubles Formica à Quillan (Aude).



Roger Courteau

Il fut le fondateur du syndicat FO de cette entreprise dont il devint, à partir de la fin des années 1950 et pour de très nombreuses années, son secrétaire. Dépassant le cadre de sa profession, il constitua l'Union locale FO de Quillan et de la Haute Vallée de l'Aude. Il représenta les syndicats de son UL lors des congrès confédéraux de 1961 à 1969 au moins.

Il fut également, pendant de nombreuses années, membre du comité national de la Fédération FO de la Chimie. Parallèlement à ses fonctions syndicales, Roger Courteau présida pendant un quart de siècle le conseil d'administration de la Caisse des allocations familiales de l'Aude. Il fut aussi administrateur de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) et de la Caisse de prévoyance et de retraite RNIS. On lui doit la création du village vacances Les Carats à Leucate (Aude), réservé aux familles modestes.

Militant socialiste, il siégea pendant quelques années au conseil municipal de Quillan.

Il fut également titulaire, outre sa croix de guerre, des croix de chevalier dans l'Ordre national du Mérite et l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Il eut quatre enfants de son union avec Marie Gracia dont un fils, Roland, né le 24 février 1943, sénateur socialiste de l'Aude depuis septembre 1980.

Ses obsèques civiles eurent lieu le samedi 2 janvier 2010 à Sallèles d'Aude, en présence d'une foule nombreuse et des maires de Sallèles d'Aude et de Quillan.

SOURCES : Arch. de la Fédération FO de la Chimie, informations transmises en avril 2012 par Michel Decayeux, ancien secrétaire général de cette fédération. — Comptes rendus des congrès confédéraux FO de 1961 à 1969. — *La Dépêche du Midi*, 31 décembre 2009, 2 janvier 2010. — *L'Indépendant*, 7 janvier 2010.

Louis BOTELLA

* * *
*

DESCHAMPS Bernard, Maurice, Paul

Né le 17 février 1932 à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) ; instituteur ; conseiller municipal puis adjoint d'Aigues-Mortes (Gard) ; conseiller général de Beaucaire (Gard) de 1982 à 2001 ; député du Gard (1978-1981 et 1986-1988) secrétaire de la fédération du Gard du PCF (1976-1978) ; membre du comité central du PCF (1987-1996) ; militant associatif ; historien.

Le père de Bernard Deschamps, Robert, artisan tailleur, était originaire d'Amailloux dans le Nord des Deux-Sèvres ; sa mère, Renée Contant, née à Meudon, était culottière. La famille paternelle était catholique et l'enfant fit sa première communion, la famille maternelle était agnostique et plus engagée politiquement (un grand père, ouvrier, adjoint au maire de Meudon, une tante membre de la SFIO).

Réfugié à Amailloux par suite de la guerre, Bernard Deschamps fit ses études primaires dans cette localité, puis ses études secondaires au collège de Parthenay. Il fut admis à l'École Normale d'instituteurs de Parthenay en 1948, puis passe un an à Poitiers pour préparer le bac Philo auquel il est reçu en 1951. Il enseigna d'abord à Faye-l'Abbesse dans les Deux Sèvres, puis à Saint-Varent dans le même département. Entre temps, il avait fait son service militaire d'abord à Saint-Maixent où ayant contribué à l'organisation d'une manifestation contre un éventuel départ des appelés en Indochine, il fut sanctionné et envoyé à Bitche, puis Sarrebourg, La Courtine et enfin au Maroc. Il a connu à Niort Annie Mourgues, infirmière qu'il épousa le 28 octobre 1954 à Nîmes et dont il eut un fils Frédéric, le 22 avril 1955. Libéré, il rejoignit le Gard et fut nommé instituteur à Aigues-Mortes. Ce fut la révolte contre les guerres coloniales qui motiva son engagement communiste. Il adhéra au PCF en 1951.

Il poursuivit alors un cursus politique à travers des fonctions successives tant électives qu'au sein du PCF : conseiller municipal d'Aigues-Mortes (1956-1959), membre du bureau départemental de l'Union des Jeunes communistes (Gard) à partir de 1956, premier adjoint au maire d'Aigues-Mortes, André Fabre, de 1959-1965 (il y organisa la première activité culturelle importante, une exposition Jean Lurçat*). Il entra au secrétariat fédéral du PCF en 1971, puis devint premier secrétaire fédéral de 1976 à 1978. En 1978, candidat du PCF aux législatives dans la circonscription de Bagnols-sur-Cèze (Gard), il arriva en tête de la gauche avec 29 730 voix (28,49 % des votants) et fut élu au second tour contre le candidat de droite Jean Poudevigne avec 54 208 voix (51,66 %). Mais la dissolution de la Chambre par François Mitterrand en 1981 mit fin à son mandat. Il devint ensuite conseiller général du canton de Beaucaire de 1982 à 2001 et, tête de liste aux élections municipales de Beaucaire en 1983, 1989 et 1995, fut conseiller municipal de Beaucaire de 1983 à 2001. En 1986, tête de liste du PCF pour les élections législatives (à la proportionnelle), il fut à nouveau élu député avec 51 284 voix (17,38 %). Une nouvelle dissolution en 1988 interrompit son mandat.

Dans ses diverses fonctions, B. Deschamps manifesta une grande activité. À Beaucaire, il soutint les personnes en difficulté (immigrés notamment) contre les expulsions et coupures d'électricité ce qui lui valut une condamnation à quatre mois de prison avec sursis. Il contribua aussi à la réalisation de nouveaux ponts sur le Rhône. En tant que député, il fut membre de la commission des affaires étrangères, s'intéressa en particulier à l'Afrique, et sur le plan local, soutint le nucléaire civil (il était considéré comme "le député de Marcoule") et l'implantation de Superphénix à Saint-Étienne-des-Sorts.

Après la fin de son mandat de conseiller général en 2001, Bernard Deschamps, toujours vivement intéressé par l'histoire de la décolonisation, fonda en 2005 France El Djazaïr, association d'amitié franco-algérienne et publia deux ouvrages concernant les incidences dans le Gard de la guerre d'Algérie ainsi que divers articles sur le même sujet (voir *Œuvres*). Il fut co-organisateur du colloque franco-algérien de Nîmes (11 et 12 mars 2012) sur la Fédération de France du FLN où il présenta une communication sur la spécificité gardoise du mouvement par rapport à d'autres régions.

Ses diverses activités furent honorées par la Légion d'honneur en avril 1999, et par deux distinctions algériennes (Médaille commémorative du 1^{er} novembre 1954 en 2004, Médaille du 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie en 2012).

SOURCES : Notes biographiques rédigées par B. Deschamps, *Midi Libre*, 13 mars 1978, *La Marseillaise*, 20 mars 1978. — *Les élections législatives du 16 mars 1986*, Dossiers et documents du *Monde* 1986. — *Liste des conseillers généraux du Gard depuis 1870*, Conseil général du Gard, 2011, n.p.

ŒUVRES : *Les Gardois contre la guerre d'Algérie*, préface d'Henri Alleg*, Le Temps des cerises, 2002, 177 p. (réédité en 2012). — *Le fichier Z, Essai d'histoire du FLN algérien dans le Gard (1954-1962)*, préface de Raymond Huard, Le Temps des cerises, 2004 (réédition. 2012).

Raymond HUARD, Patrick VAZEILLES

OMS Marcel, Laurent, François

Né le 16 décembre 1931 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), mort le 22 juillet 1993 à Narbonne (Aude) ; professeur, animateur culturel, historien du cinéma ; militant de l'extrême gauche perpignanaise (militant troskyste — lambertiste—, fondateur du groupe local “ Spartacus ”, adhérent du PSU) ; coopérateur viticole ; militant associatif, fondateur des “ Amis du Cinéma ” de Perpignan et de l'Institut Jean-Vigo de Perpignan ; militant du SNES puis du SGEN.

Les racines de Marcel Oms étaient à Collioure (Pyrénées-Orientales), port de la Côte Vermeille et, plus précisément, au hameau du Rimbau, à l'intérieur des terres, dans le massif de l'Albère d'où était originaire sa mère. Il demeura toujours attaché à ce lieu où son frère Gérard, né le 17 mai 1947, vigneron (crus AOC “ Collioure ” “ et “ Banyuls ”) et éleveur bovin s'établit comme agriculteur en reprenant les propriétés familiales. Toutefois Marcel Oms naquit à Perpignan, place des Esplanades, près de des casernes où étaient alors cantonnées les troupes africaines.

Le père de Marcel Oms, Laurent, Victorin, Jean Oms était né le 24 mars 1901 à Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales). Militaire de carrière, il était, en 1931, adjudant au 24^e régiment de tirailleurs sénégalais alors cantonné à Perpignan après avoir été en garnison au Maroc. Il était issu d'une famille pauvre de onze enfants et fut de ce fait amené à embrasser la carrière militaire. Son fils Marcel fut, au contraire, un antimilitariste convaincu. Sous la IV^e République, Laurent Oms était “ gaulliste ”. La mère de Marcel Oms, Hélène, Augustine, Françoise Verdaguer était née à Collioure le 24 mars 1908. Elle possédait une maison et des terres au Rimbau.

Marcel Oms passa son enfance au Rimbau chez ses grands-parents maternels. Il suivit d'abord sa scolarité à l'école primaire de Collioure puis au collège de garçons de Perpignan devenu lycée François-Arago en 1945. Il échoua une fois au baccalauréat à la session de juillet et réussit à celle d'octobre. Doué en mathématiques, il passa néanmoins un baccalauréat de philosophie étant attiré par la littérature, la langue espagnole et, déjà, le cinéma. Il fréquenta ensuite la faculté de Lettres de Montpellier (Hérault). Il suivit d'abord des cours de Droit pour satisfaire la volonté paternelle, mais, inscrit en Espagnol, il suivit aussi des cours de philologie romane et de grammaire française qui l'intéressèrent vivement. Il présenta sans succès le CAPES d'Espagnol car lors des épreuves orales un inspecteur général lui reprocha son accent catalan. Il fut reçu au CAPES de Lettres modernes. Professeur certifié, il accéda plus tard au grade d'agrégé par promotion interne. Son abondante œuvre d'historien du cinéma fut en partie consacrée à la Guerre d'Espagne (1936-1939) et au cinéma espagnol. Marcel Oms soutint un diplôme d'études supérieures consacré au *Romancero gitan* puis une thèse de 3^e cycle sur Luis Buñuel publiée en 1986 aux éditions du Cerf (*Don Luis Buñuel*). En 1986, couronnement de sa carrière d'historien du cinéma, il soutint une thèse de doctorat d'Études romanes, section “ Espagnol ” (nouveau régime) à l'université de Montpellier III Paul-Valéry sur les *Mythes et mythologies de la Guerre d'Espagne*. Pierre Broué* présidait le jury où siégeait aussi Émile Témime. Une version “ grand public ” fut publiée la même année aux éditions du Cerf (*La Guerre d'Espagne au cinéma*) et obtint, toujours en 1986, en Espagne, la médaille de bronze du Prix film Historia. Pour son œuvre de critique et d'historien du cinéma, il fut fait chevalier des Arts et des Lettres par Jack Lang, ministre de la Culture. En juin 1989, il reçut en Espagne, des mains du roi Juan Carlos et en présence de Jorge Semprun*, ministre de la Culture, la médaille d'or du Mérite des Beaux-Arts pour son œuvre sur l'Espagne.



Marcel Oms, archives Jacqueline Oms, reproduction André Balent

Le Midi Rouge

Marcel Oms occupa son premier poste dans un collège de Montpellier (1955) puis, avant le service militaire, fut affecté au lycée de Vienne (Isère). À Montpellier, il fut actif dans les rangs de l'UNEF où il s'engagea à fond contre la guerre d'Algérie.

Marcel Oms se maria une première fois le 17 août 1955 avec Jacqueline, Marie, Suzanne Rolland, née le 4 juillet 1930 à Perpignan, fille d'instituteurs. Elle était la sœur de l'acteur de cinéma Jean-Claude Rolland, prématurément disparu (1967), qui fut un ami très proche de Marcel Oms. Ce fut d'ailleurs Jean-Claude Rolland qui lui fit connaître sa première épouse. Elle fut professeur de sciences naturelles au collège de jeunes filles de Perpignan, devenu par la suite le lycée mixte Jean-Lurçat. Si Marcel Oms divorça — le divorce fut prononcé par le tribunal de grande instance de Carcassonne (Aude) le 29 février 1972 — et se remaria le 15 juin 1972 à Moussan (Aude) avec Hélène, Marie Climent, originaire de l'Aude, il conserva toujours d'excellentes relations avec sa première femme.

Très hostile à la guerre d'Algérie, il comptait parmi ses amis les plus proches des “ porteurs de valises ” comme Marcel Faucher militant de l'OCI à Montpellier, Jean Carrière* — qu'il connaissait depuis la classe de 6e au collège de Perpignan et qui l'amena à se détourner des lambertistes — et son beau-frère l'acteur Jean-Claude Rolland, membre actif des réseaux Jeanson*. Marcel Oms, au courant des activités du réseau Jeanson*, ne participa pas à son action clandestine car, marié, il estimait ne pouvoir agir dans la clandestinité. Appelé sous les drapeaux, il effectua, à partir de décembre 1956 vingt-huit mois de service militaire, d'abord huit mois à Montluçon (Allier), Kaiserslautern (Allemagne) et Lunéville (Meurthe-et-Moselle) puis vingt mois en Algérie à Blida puis à Médéa. Là, l'antimilitariste qu'il était en vint à éprouver de l'admiration pour la Légion. À Médéa, le cinéphile Marcel Oms fonda un ciné-club implanté au collège de la ville.

À son retour du service militaire, en avril 1961, il fut nommé à Cluses (Savoie) dans une école d'horlogerie. L'année suivante, ayant demandé sa mutation, il fut nommé au lycée de garçons Paul-Sabatier de Carcassonne. Désirant se rapprocher de Perpignan, il obtint l'année suivante un poste à la cité technique de Narbonne (Aude) où on lui confia un enseignement de philosophie et d'histoire-géographie. Il fut enfin nommé au lycée technique du Clos Banet de Perpignan plus tard lycée polyvalent, aujourd'hui nommé “ Pablo-Picasso ” à l'initiative de Georges Frêche*, président de la région Languedoc-Roussillon. Par la suite, tout en conservant son poste dans le secondaire, il assura, à partir de 1971 et jusqu'en 1981, un enseignement de cinéma à l'université de Perpignan. Il se consacra alors à la rédaction de sa thèse, refusant un poste flatteur de professeur à l'université de Lausanne. Il œuvra tout au long de sa vie professionnelle pour introduire le cinéma à l'école, du collège à l'université en passant par le lycée. De ce point de vue, il fut un pionnier et s'efforça avec succès de mettre en œuvre ce projet, aussi bien au lycée du Clos Banet qu'à l'université (Perpignan et Montpellier III).

Enseignant, Marcel Oms adhéra d'abord au SNES. Il milita dans les rangs des Amis de l'École émancipée, engagement en accord avec ses sympathies pour l'extrême gauche (OCI, PSU). Il fut l'un des animateurs de la tendance à Perpignan avant la constitution formelle du groupe départemental en 1969. Dans les années 1980, déçu par les orientations du SNES et reprochant à ce dernier la pratique qu'il estimait stérile de grèves catégorielles ou ne permettant pas d'obtenir des résultats, il adhéra un moment au SGEN mais s'en détacha rapidement pour ne plus se syndiquer.

Dans les années 1960, Marcel Oms, actif au plan syndical et politique, était aussi très engagé dans la vie associative et l'action culturelle. Pour lui, ces trois activités étaient trois facettes d'une seule et même action générale dirigée contre le système.

Au plan politique, opposé aux guerres d'Indochine et d'Algérie, il fut d'abord proche du PCF sans y adhérer. Il participa à la rédaction de la chronique cinématographique de *La Marseillaise*. L'écrasement de la Hongrie par les troupes soviétiques en novembre 1956 signifia sa rupture avec le PCF et son adhésion au trostkysme. Il adhéra au groupe lambertiste (Comité pour la IVe Internationale, OCI en 1965) de Montpellier, alors qu'il était très lié à des militants de cette mouvance comme Marcel Faucher. Il devint responsable, sous un pseudonyme, de la rubrique “ cinéma ” de *La Vérité*. Mais de retour à Perpignan il décida d'adhérer au PSU. Il fut présent au congrès fédéral de ce parti au café Soler à Ille-sur-Têt, le 27 octobre 1963 et participa aux débats. Il avait été prévu qu'il fût co-rapporteur avec Jean Ribalta et François Beffara des textes définissant le programme politique et économique du parti mais, en définitive, ne fit pas ce rapport (*Voir aussi* : Antoinette Claux*, René Chauvet*).

Entre 1964 et 1967, Marcel Oms appartient au groupe perpignanais d'extrême gauche “ Spartacus ” — certains affirment qu'il en fut le “ gourou ” alors que d'autres estiment qu'il n'y joua qu'un rôle de second plan — qui rassemblait de jeunes militants, parmi lesquels beaucoup d'enseignants ou futurs enseignants. La plupart étaient des Perpignanais : Jean Roncero, futur instituteur et principal de collège ; Jean Pedra, étudiant et futur employé de librairie qui fut élève de Marcel Oms à la cité technique de Narbonne ; Jean-Louis et Odette Coste qui reprisent en mains les destinées de la librairie Torcatis de Perpignan ; Jean-Pierre Vidal, professeur de philosophie plus tard en

poste à l'école normale de Perpignan ; Micheline Roumegous qui fut professeur de Lettres modernes au collège de la Garrigole ; Jacques Queralt, enseignant aux Beaux-Arts de Perpignan et pigiste à *L'Indépendant* ; Véronique Pélissier, originaire des Pyrénées-Orientales, étudiante à Toulouse, professeur de Lettres classiques au lycée de Céret ; Jean Carrière*, Perpignanais installé à Paris, dirigeant national du SNES. Beaucoup d'entre eux, dont Marcel Oms, ont été plus ou moins longtemps adhérents ou proches de l'OCI, en même temps qu'ils participaient aux débats et activités de " Spartacus ". Le groupe fit venir " Lambert*" à Perpignan. D'autres membres, cependant, insistèrent pour entendre un point de vue trotskiste différent. Dans la foulée, " Frank " fit le voyage de Perpignan pour s'entretenir avec le groupe " Spartacus ". Pour faire bonne mesure et montrer qu'il était à l'écoute de tous les courants de l'extrême gauche, " Spartacus " invita aussi François Marty*, un Perpignanais à l'origine de la dissidence maoïste du PCMLF qui venait d'avoir un contact direct avec Mao au moment de la Révolution culturelle. Le groupe " Spartacus ", victime de ses tiraillements internes, disparut quelques mois avant mai 1968 dont Marcel Oms fut l'un des acteurs locaux. À noter que la plupart des membres du groupe Spartacus, accompagnèrent Marcel Oms dans l'aventure des Amis du cinéma de Perpignan, au moins pendant les premières années.

En mai 1968, Marcel Oms adhéra à nouveau au PSU. Il participa très activement à la campagne électorale d'Antoinette Claux* dans la circonscription de Perpignan-Céret aux législatives de juin 1968, en intervenant dans des réunions y compris dans des petits villages du Haut Vallespir.

Homme des villes, des salles obscures, des débats de ciné-clubs ou de colloques scientifiques, Marcel Oms n'oublia jamais ses racines rurales et le monde des viticulteurs du cru " Banyuls " dont il était issu. Se ressourçant périodiquement au hameau du Rimbau où il aménagea une demeure familiale, il participait volontiers aux tâches agricoles, aux vendanges en particulier. En 1965-1967, il s'impliqua aussi dans une lutte importante des adhérents d'une cave de Collioure regroupant des vigneron du cru Banyuls (parmi lesquels sa mère), la cave des Dominicains, dont la gestion avait été compromise par des malversations de l'un des administrateurs. Oms prit la tête du mouvement des vignerons coopérateurs qu'il réunit à Collioure. Il reçut le soutien amical et efficace de Michel Jomain (organisateur d'un grand regroupement de Banyuls répartis dans les quatre communes du cru, le GICB, Groupement inter-professionnel du cru Banyuls et futur militant du PS) dont l'épouse, Léonie, était une fidèle des Amis du Cinéma, le grand ciné-club perpignanais fondé par Marcel Oms. Il finit par convaincre les vignerons des Dominicains à adhérer à la grande structure qu'était en train de devenir le GICB. Sa première femme nous a expliqué qu'à ce moment, Marcel Oms faillit se consacrer principalement à la viticulture en reprenant les rênes de l'exploitation familiale. Des divergences de vue avec sa mère quant au sort de cette dernière l'en dissuadèrent.

Après 1969, Marcel Oms prit ses distances avec l'action politique (et avec le syndicalisme actif) et se consacra à l'action culturelle et à l'étude du cinéma et à son histoire. De ce point de vue il entreprit une œuvre de longue haleine dont le rayonnement se fait encore puissamment sentir aujourd'hui (2013). En 1988, cependant, il intégra le comité de soutien à la candidature de Pierre Juquin* à l'élection présidentielle.

Enfant, Marcel Oms fut marqué par un événement, la *Retirada* (février 1939), qu'il vécut, aux premières loges, depuis le Rimbau et Collioure. Il en garda un souvenir indélébile qui explique son intérêt pour la Guerre civile espagnole en particulier et l'Espagne en général (au point d'entreprendre des études d'espagnol). Cet événement qui le bouleversa décida partiellement, nous le verrons, de la partie la plus dense son œuvre ultérieure d'historien et de critique du cinéma. Il fut choqué par l'attitude de sa mère qui acquit une médaille en or d'un réfugié en échange de pain, contrebalancée, il est vrai, par celle de son oncle.

Mais Marcel Oms ne fut pas que cela. Il fut un animateur culturel, un bâtisseur d'institutions qui font le renom de sa ville natale et qui lui survivent.

Son attrait pour le cinéma remonte à son enfance et à son adolescence. Il fut marqué à vie par sa première séance de cinéma en 1941 à Port-Vendres, commune voisine de Collioure, où l'on projetait *Robin des bois* avec Errol Flynn. Dès lors, il fréquenta assidûment le cinéma " Ambiance " de Collioure et celui de Port-Vendres où il se rendait à pied (plusieurs kilomètres dans la montagne) depuis le Rimbau. Pensionnaire au collège (devenu ensuite lycée) de Perpignan, il s'abonna à *Cinéma* et faisait le mur, la nuit, pour se rendre dans les salles obscures de la ville, avec la complicité d'un pion. Il partageait cette passion avec son meilleur ami du collège, son futur beau-frère et futur acteur, Jean-Claude Rolland. Étudiant à Montpellier, il participa à la vie du ciné club Jean-Vigo qu'il fonda en 1957 avec un ami, Tedenach, et aux débats intenses qui s'y déroulaient, avec des participants de talent et éclectiques, comme le RP Cardonnel, un Dominicain de Montpellier. Il en fut de même à Médéa pendant son service militaire en Algérie.

Installé à Perpignan, Oms fonda en 1962 les Amis du cinéma (AC), ciné-club promis à une brillante destinée dont il fut, à trois reprises, le président. Les AC furent la première pièce de la constellation d'institutions culturelles créées à son initiative et sous son impulsion. En 1964, Marcel Oms fit adhérer les AC à la Cinémathèque de Toulouse dirigée par un de ses amis, Raymond Borde ; cette affiliation le mit en contact direct avec Henri Langlois*, directeur

Le Midi Rouge

de la Cinémathèque française. La collaboration avec la cinémathèque de Toulouse allait s'avérer féconde et, en 1970, il créa la Section catalane de la cinémathèque de Toulouse. En 1965, il lança à Perpignan la première édition de Confrontation, une manifestation annuelle d'envergure devenue officiellement un festival en 1976, structuré et pérennisé sous la forme d'une association. Permettant de "confronter" les représentations véhiculées par les œuvres cinématographiques et les approches historiennes, Confrontation attira chaque année un public fourni d'historiens et de critiques de cinéma dont beaucoup devinrent des "fidèles". L'un d'entre eux, Samuel Lachize*, critique de cinéma de *l'Humanité*, finit par se fixer à Perpignan et demeura longtemps après le décès de Marcel Oms l'un des piliers de l'Institut Jean-Vigo. Au fil des ans, Confrontation attira à Perpignan, des cinéastes du monde entier et historiens de renom venus de villes autres que celles comprises dans le triangle Perpignan-Toulouse-Montpellier : Jean-Noël Jeanneney, Pierre Broué*, Philippe Joutard, Maurice Moissonnier*, Pascal Ory, Jean-Pierre Rioux, Jean Tulard, Denis Richet, pour ne citer que ceux-ci.

En 1967-1968, Oms et son ami toulousain Borde rompirent avec éclat avec Langlois. Ils soutinrent l'action du ministère — gaulliste — de la Culture qui accusaient le directeur de la Cinémathèque française de laisser dépérir, en ne prenant pas les mesures de conservation indispensables, le riche patrimoine cinématographique dont il avait la responsabilité : Oms et Borde, hommes de gauche et d'extrême gauche, se placèrent lors de l' "affaire Langlois" à contre courant de l'intelligentsia parisienne qui prenait sa défense dans les colonnes d'organes de presse comme *Le Nouvel Observateur*. "Provinciaux", perspicaces avant l'heure, ils dénoncèrent alors l'état déplorable des collections de la cinémathèque française dont Langlois était à leurs yeux, le responsable.

En 1971, toujours sous l'impulsion de Marcel Oms, fut créée la revue perpignanaise de haut niveau scientifique destinée "à servir le cinéma et son histoire", *Les Cahiers de la cinémathèque*. Pour Marcel Oms elle devait servir aussi "la décentralisation régionale, la revendication d'une identité culturelle hors de Paris, l'interpellation de l'Histoire et des idéologies, la redéfinition du statut de l'imaginaire, la réflexion et le retour sur l'engagement, le débat entre le scepticisme et la conviction..." (*Cahiers de la cinémathèque*, 37, 1983). Le projet de la revue, comme celui de Confrontation d'ailleurs, était d'aborder et de dépasser les approches historiques traditionnelles en établissant des liens entre le cinéma et l'histoire des sociétés dans toutes leurs dimensions comme leurs formes d'expression collectives afin de révéler les contenus idéologiques des phénomènes historiques abordés dans les œuvres cinématographiques et mettre à jour les mythologies qu'ils peuvent receler. Voilà en quelques mots le projet que Marcel Oms s'efforça de mettre en œuvre dans les multiples modalités de ses interventions et de son œuvre.

En 1981, parallèlement aux AC, à Confrontation et aux *Cahiers*, fut créé l'Institut de recherche et d'animation sur l'Histoire du cinéma (IRHAC). L'Institut Jean-Vigo* — Oms n'oubliait pas les origines catalanes, cerdanes plus précisément, du réalisateur de *L'Atalante* dont il était un admirateur inconditionnel et qui, par ailleurs, avait été l'un des pionniers du mouvement des ciné-clubs — prit le relais de l'IRHAC en 1985 avait pour vocation de promouvoir la recherche sur les cinématographies et leur histoire. L'Institut Jean-Vigo prit de plus en plus d'importance au fil des ans. En 1985, toujours sous la houlette d'un Oms charismatique qui se révéla, au delà d'inévitables conflits de personnes, un rassembleur de bonnes volontés et un fédérateur de compétences (outre ceux que nous avons nommés, signalons Michel Cadé, historien et universitaire perpignanaise qui s'associa au staff de Marcel Oms et assura la relève après sa disparition prématurée en 1993), fut créée la collection des *Cahiers de la cinémathèque* et, en 1986, de la nouvelle revue de l'Institut Jean-Vigo, *Archives*. Pour mener à bien la structuration de ces entités à Perpignan, Oms comprit qu'il devait composer avec la municipalité en place, celle dirigée par un Paul Alduy* dont le virage à droite fut consommé dans les années 1970. Le maire soucieux, pour des raisons électorales, de satisfaire le puissant lobby pied-noir comprenait par ailleurs tout le parti que la ville qu'il administrait pourrait tirer pour son prestige de la constellation "cinéma" édiflée par Marcel Oms et sa dynamique équipe. Dès 1970, Alduy soutenait la section catalane de la Cinémathèque de Toulouse. En 1971, il mit à la disposition des AC et de Confrontation les vastes locaux du nouveau palais des congrès, ses deux salles de cinéma et toute la logistique matérielle municipale. La création de l'IRHAC puis de l'Institut Jean-Vigo bénéficièrent du soutien de la ville de Perpignan avec la signature de conventions, l'attribution de subventions (régulières depuis 1976) et, en 1990 des vastes locaux de la rue Mailly (ancien commissariat central) où l'institut put entreposer ses collections de films, d'objets cinématographiques, sa riche bibliothèque rassemblant livres et collections de périodiques. Un incident comme celui de 1971, lors de Confrontation VII où la projection du *Vent des Aurès* de Lakhdar Hamina suscita la réaction d'associations de rapatriés favorables au maire fut géré avec tact par Marcel Oms qui refusa de céder aux pressions tout en maintenant le contact avec Paul Alduy.

Marcel Oms ne se contenta pas d'être un animateur culturel hors de pair qui contribua au rayonnement de Perpignan dans une "durée longue" puisqu'elle se prolongea longtemps après sa mort accidentelle jusqu'à nos jours (2013). Il fut aussi un auteur prolifique et brillant qui laissa une œuvre abondante de critique et d'historien du cinéma. La liste des revues auxquelles il collabora est vaste et éclectique. Les livres qu'il publia montrent que ses intérêts

pour le septième art ne se limitèrent pas à l'Espagne et à sa cinématographie. Il s'intéressa aux cinémas italien, français, soviétique, américain et argentin pour ne citer que ceux-ci.

Marcel Oms périt tragiquement des suites d'un accident d'automobile sur l'autoroute A9 entre Montpellier et Perpignan. Sa seconde épouse, Hélène, avait été tué lors de la collision. Il mourut à l'hôpital de Narbonne où il avait été transporté à la suite de l'accident. Ses obsèques civiles ainsi que celles de sa seconde femme eurent lieu à Narbonne le 23 juillet 1993.

Après sa mort, l'Université de Montpellier-III Paul-Valéry lui rendit hommage en publiant en 1995 *Cinéma et Espagne franquiste* (158 p.). En décembre 1994, fut inaugurée à Perpignan une place Marcel-Oms dans un secteur rénové du centre-ville. Du 1er au 8 avril 2004, le festival Confrontation dédia sa 40e édition consacrée à "l'hispanité au cinéma" pour célébrer la mémoire de Marcel Oms disparu dix ans plus tôt.

ŒUVRE : Collaboration aux revues suivantes (liste non exhaustive) : *La Marseillaise, La Vérité, Positif, L'Avant-Scène, Autrement, Europa Cinema, Les Cahiers de la cinémathèque, Premier plan, CinémAction, Archives, Imprévue*. — Articles, choix parmi ses nombreuses publications : " Histoire et géographie d'une France imaginaire ", *Cahiers de la cinémathèque*, 33-34, 1981, pp. 77-88 ; " La Révolution française : lumineuse et terrible ", *Cahiers de la cinémathèque*, décembre 1989, pp. 99-104. " Le sens de l'histoire ", *CinémAction*, 54, janvier 1990, pp. 45-50 ; " De la Belle Époque à la guerre de 14-18 ", *CinémAction*, hors-série, avril 1993, pp. 214-249 ; " Buñuel en Espagne. 1933-1936 ", *Positif*, octobre 1993, pp. 70-76. — Livres : *Leopoldo Torre-Nilsson*, Lyon, Société d'études, recherches et documentation cinématographiques [SERDOC], 116 p. ; *Buster Keaton*, Lyon, Serdoc, 1964, 90 p. ; *Alexandre Dovjenko*, Lyon, Serdoc, 1968, 130 p. ; *Josef Von Sternberg*, Paris, éditions de L'Avant-Scène, 1971 ; *Grigori Kosintsev*, Paris, éditions de L'Avant-Scène, 1976 ; *Les grands noms de l'affiche*, catalogue de l'exposition au Palais des archevêques, Narbonne, 13-18 octobre 1979, Narbonne, Musée d'Art et d'Histoire, 1979, 24 p. ; *Don Luis Buñuel*, Paris, éditions du Cerf, 1986, 225 p. ; *La Guerre d'Espagne au cinéma*, Paris, éditions du Cerf, 1986, 389 p. ; Rafael Azcona, Rimini, Europa cinema, 3e volume de la collection " Scrivere il cinema ", Rimini, 1987. ; *La Guerre d'Espagne vue par le cinéma*, thèse d'espagnol, Montpellier III, 5 microfiches éditées par Lille III, ANRT, 1987 ; *Alain Resnais*, Paris, Rivages, 1988, 183 p. ; *Carlos Saura*, Paris, Édilig, 1989, 127 p. ; *Claudia Cardinale, star et femme*, C. Corlet, Condé-sur-Noireau, 1990, 99 p. — Ouvrages collectifs (participations ou co-directions) ; *Juan Bardem*, (Marcel Oms avec Raymond Borde et Juan J. Bardem), Lyon, Serdoc, 1962, 947 p. ; *Elio Petri* (col. dir. J.-A. Gili, Nice, Faculté des Lettres et sciences humaines, section Histoire, 1974, 206 p. ; " L'avant-garde du cinéma " in *Encyclopédie Alpha du cinéma*, Paris 1978 ; *Cinéma des régions*, dossier réuni par Alain Aubert, Jean-Pierre Bailly, Marcel Oms [et al.], Paris, Papyrus, 1980, 226 p. ; *Luis Buñuel " Los Olvidados "* [André Laberty, Marcel Oms, Edmond Cros et al.], Montpellier, Éditions du CERS (Centre d'études de recherches sociocritiques) [Montpellier III], 1987, 143 p. ; *Champs, contre-champs : le cinéma rural en Europe*, (dir. Guy Hennebelle, Marcel Oms), Paris, Centre Pompidou, Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, 1990, 127 p. ; *L'Histoire de France au cinéma*, Marcel Oms avec Pierre Guibbert et Michel Cadé, Condé-sur-Noireau, Corlet & Paris, Télérama, 1993, 384 p. ; *Images et influences de la l'Espagne sur la société française*, Rencontres de Béziers, 5 juin 1993 (dir. Jean Sagnes avec la part. de Bartolomé Benassar, Jean-Marc Delaunay, Marcel Oms, Jean Tena), Béziers & Perpignan, Ville de Béziers et Presses universitaires de Perpignan, 1994, 79 p.

SOURCES : Arch. dép. Pyrénées-Orientales, 110 J (fonds Balent), archives de la fédération du PSU des Pyrénées-Orientales (fonds André Balent). — Arch. com. Perpignan, état civil, acte de naissance de Marcel Oms. — Pierre Guibbert, " Les Cahiers de la cinémathèque, une écriture de l'histoire ", *CinémAction*, 65, 1992, pp. 220-227. — Daniel Mitrani, " Sur La Guerre d'Espagne au cinéma de Marcel Oms ", *Cinéma 72*, 383, janvier 1987. — Jacques Queralt, "Le cinéma était sa passion. Marcel Oms, l'architecte du rêve", *L'Indépendant*, 23 juillet 1993. — Patricia Petit-Brulfert, *L'Institut Jean Vigo de Perpignan 30 ans de culture cinématographique 1961-1993*, Perpignan, Archives communales, 1994, 205 p. — Vincent Sabatier, *L'architecte du rêve*, court-métrage de 17 mn. sur Marcel Oms, Perpignan, Institut Jean-Vigo, 1994. — Patrice Tesseire-Dufour, " L'âme de l'institut, Jean Vigo. Marcel Oms, le passionné de cinéma ", *La Semaine du Roussillon*, 30 juillet 1998 ; " L'âme de l'institut Jean Vigo. Marcel Oms, moteur du cinéma catalan ", *La Semaine du Roussillon*, 19 août 1999. — *L'Indépendant*, 15 mars 1986, 23 juillet 1999 (nécrologie et hommages *post-mortem*), 10 décembre 1994. — Entretien avec Jacqueline Rolland-Oms, première épouse de Marcel Oms, Perpignan, 24 avril 2013. — Entretien avec Jean-Louis et Odette Coste, libraires retraités de Perpignan, anciens militants du groupe perpignanais " Spartacus ", Latour-de-Carol, 12 septembre 2012. — Entretiens téléphoniques avec Jean Roncero, enseignant, ancien militant du groupe " Spartacus " de Perpignan et de l'École Émancipée 12 septembre 2012) ; Jean-Pierre Comps, professeur (PEGC de Lettres et histoire-géographie) à la retraite, ancien militant du groupe " Spartacus ", de l'OCI et de l'École Émancipée 2 et 3 septembre 2012 ; 6 mai 2013) ; Jean Pedra, employé de librairie retraité, ancien militant du groupe " Spartacus " (3 septembre 2012) ; Véronique Pélissier, professeur de Lettres classiques retraitée, ancienne militante du groupe " Spartacus " et de l'École émancipée (3 septembre 2012). — Conversations informelles avec Jean Roncero, Véronique Pélissier, Jean Pedra, Jean-Pierre Comps (2012-2013). — Souvenirs personnels d'André Balent.

André BALENT

ERRATUM :

Dans la notice " Mercader Félix " (*Le Midi rouge*, n° 21, p. 10) il a été écrit par erreur : " ... chez un ami proche Clovis Levier ... ". Remplacez par : " ... chez un ami proche Clovis Saulnier ... ".

LECTURES CHOISIES :

Études héraultaises, n° 43, 2013* (Antiquité, Moyen Âge, Histoire moderne, Histoire contemporaine, société, technique, ethnologie, Géographie, Économie, chroniques), publié avec le concours du conseil général de l'Hérault, directeur de la publication Christian Guiraud).

Le cru 2013 vient de paraître avec une gamme d'articles variés qui croisent plusieurs recherches entre histoire ancienne et médiévale et plusieurs sujets d'histoire moderne et contemporaine. La richesse de l'ouvrage ne peut malheureusement être évoquée en totalité dans les pages de notre publication. C'est donc par un choix d'articles qui entrent dans le champ des recherches du *Maitron* que nous relaterons nos lectures.

Bernard Rudolf interroge la dimension populaire, dans des allers-retours qui jalonnent la période "légitimiste". Dans sa contribution, "Des sujets fidèles et dévoués ? À la recherche des légitimistes populaires montpelliérains", l'auteur, dès la première page, pose une série d'interrogations celle-ci : "Dans les mois dont qui suivent le coup d'état du 2 décembre 1851, les autorités continuent d'accentuer la force du "camp légitimiste" auquel "presque toute la population appartient". Cette conviction des différents préfets a largement défini l'image historique du mouvement monarchiste. "Pourtant on peut encore se demander si – et dans quelle mesure – cette image encore dominante aujourd'hui est justifiée". Dans son étude, il confronte son regard avec ceux d'André Jean Tudesqu, Gérard Cholvy et Raymond Huard qui ont – eux aussi – traité de la présence des classes populaires urbaines dans le légitimisme du Midi. Sa dernière phrase donne lieu à débat quand il écrit : "Le royalisme, en France et ailleurs, doit alors être considéré avant tout comme un phénomène complexe, voire contradictoire, contrairement à ce que la plupart des historiens, à quelques exceptions près, ont suggéré jusqu'ici." Nous dirons que ce qui vaut pour le royalisme, vaut pour les mouvements populaires et l'histoire dans son ensemble. Cette interrogation nous renvoie aux réflexions de Marc Bloch posées dans son *Apologie de l'histoire* dont la dédicace va à Lucien Febvre qui disait " *Histoire, science de l'homme, ne l'oublions jamais.* "

Philippe Marassé, lui, nous convie à musarder dans un sujet qui pourrait sembler annexe, mais qui apporte un éclairage inattendu sur la période de 1939-1948 en évoquant " *Les difficultés d'exploitation d'un service public vital pendant et au sortir de la deuxième guerre mondiale, les chemins de fer d'intérêt local de l'Hérault (1939-1948)* ". C'est un parcours jalonné d'éléments liés à l'organisation ferroviaire et à ses difficultés. Le chapitre "de l'occupation à la Libération" apporte des éléments que ne retiennent pas toujours la grande histoire, tel l'épisode des bombardements de Sète-Balaruc-Frontignan par les Alliés le 25 juin 1944 qui coupèrent, entre autres, la liaison Montpellier-Béziers. L'intérêt local organisa aussitôt des trains spéciaux transitant par Mèze.

André Bergomano nous entraîne à sa façon dans une autre aventure ferroviaire, en nous proposant la "reddition d'une unité de la Marine allemande au pont du Cholet – Montpellier – le 23 août 1944". 1.500 Allemands furent concernés. Le témoignage de Louis Clouscard, des Renseignements généraux, vient relater cet épisode.

Jean-Claude Richard, adhérent de notre association, nous invite à suivre "Le passage des colonnes allemandes dans le Cœur d'Hérault au mois d'août 1944 et l'embuscade d'Aniane (26 août) par le maquis Roland". L'étude proposée nous met dans les traces de quatre colonnes allemandes qui sillonnèrent les hauts cantons et le cœur d'Hérault, soit au total entre 7.000 et 11.000 hommes. Jean-Claude Richard recentre ensuite ses propos sur Aniane où "le passage des colonnes allemandes a laissé des souvenirs qu'évoquent encore des habitants qui, pour la plupart, n'étaient pas en âge de combattre, mais les souvenirs de faits graves et inhabituels marquent, plus que d'autres, je peux en témoigner, de jeunes cerveaux." Il produit les témoignages de deux personnes qui se trouvaient dans leurs vignes, vers Gignac. La traversée d'Aniane, observée par plusieurs habitants, donne vie à cet épisode. Cet article termine la série des trois regards portés sur la période d'août 1944.

Julien Duvaux plaide pour que les archives fassent place aux témoignages de la vie quotidienne des gens. Il fait le point sur “ La collecte des archives privées aux Archives Départementales de l'Hérault ou comment aborder l'histoire de l'Hérault sous un angle plus intimiste ”. Il donne à cette dimension une vision nécessaire “ Aux archives départementales la prise en compte des archives privées est progressive. Longtemps occupés par l'organisation des dépôts, le classement et la rédaction des inventaires, les archivistes départementaux n'ont accordé qu'une importance secondaire aux archives privées, laissé bien souvent aux bibliothécaires le soin de collecter les papiers privés ”. Il décrit la typologie des producteurs d'archives privées et les modalités d'entrée dans un service d'archives et il dégage le bilan de sept années de collecte (2005-2012). Manuscrits, documents photographiques et autres, la porte des archives s'ouvre pour que les historiens puissent confronter la froideur des rapports de police à la vie des gens, comme le dit à sa manière J. Duvaux “ ils permettent une approche plus totale du fait historique et sont en cela irremplaçables ”.

Les *Études héraultaises* demeurent un outil nécessaire à la connaissance historique du département de l'Hérault qui alimente par ses productions les débats sur l'Histoire.

Jacques BLIN

* *Études héraultaises* : Le numéro peut-être commandé aux Archives départementales de l'Hérault, Pierres Vives, 907 avenue du professeur Blayac, 34000 Montpellier ; tél. 04.67.66.05.97 ; Prix 20 € (plus frais d'envoi).

NOTES DE RECHERCHES :

LE PREMIER PANTHÉON ROUGE : NAISSANCE ET DISPARITION DE LA TOPONYMIE COMMUNISTE SOUS LA III^e RÉPUBLIQUE

L'odonymie communiste est bien connue et relève dans bien des cas du cliché. Telle commune de la banlieue rouge serait aisément reconnaissable à la lecture de ses noms de rues, la place Pierre Sépard près de la gare côtoyant l'école Louise Michel. Or, l'installation de ces dénominations, de Gabriel Péri à Danielle Casanova en passant par le colonel Fabien, est contemporaine de l'apogée du communisme municipal après la Seconde Guerre mondiale. L'inscription des héros de la Résistance en résonance avec le mythe des 75000 fusillés a été portée par les succès électoraux d'après 1945. Comme le souligne Maurice Agulhon :

*“ Aucun autre parti n'arriva en 1945 en tenant prête la liste de ses héros à graver dans la toponymie urbaine à la faveur des enthousiasmes de la Libération. Gabriel Péri, Danielle Casanova, Pierre Sépard, le colonel Fabien... sont devenus alors des noms banals à force d'ubiquité. ”*¹

L'inconscient collectif associe ces dénominations à l'identité de la banlieue rouge au point que lors des reflux électoraux du parti dans les années 1980, un des premiers actes symboliques de certaines municipalités, tombées entre les mains de la droite, a été de supprimer les noms qui leur déplaisaient. Tout cela a estompé l'existence d'un premier panthéon communiste qui commence à s'implanter dans les années 1930 et dont la croissance a été brutalement interrompue par la guerre. D'ailleurs, contrairement à

¹ Maurice Agulhon, *La République: nouveaux drames et nouveaux espoirs (1932 à nos jours)*, tome 2, Paris, Hachette, 1990, p. 362.

un autre poncif, ce panthéon n'était pas exclusivement localisé en banlieue parisienne, les communes du Midi conquises par le Parti communiste (PC), Section française de l'Internationale communiste (SFIC) se sont elles aussi adonnées à cet exercice. L'attribution d'une dénomination publique étant tout aussi bien un instrument de commémoration qu'une arme de propagande particulièrement efficace du fait de son utilisation quotidienne et topographique, il est intéressant de voir comment les nouveaux édiles communistes du Languedoc et du Roussillon l'ont utilisée lorsque l'occasion leur était donnée. D'autant plus, que la période envisagée est traversée par trois moments forts de l'histoire du parti : sa naissance et ses premières implantations locales, les succès électoraux portés par la stratégie du Front populaire puis la déclaration de guerre et la clandestinité.

I - Les balbutiements.

La stratégie " classe contre classe " et le refus de s'allier à la SFIO ont durablement exclu le Parti communiste (PC) des coalitions municipales et donc des pouvoirs locaux. Seule la ville d'Alès fait figure d'exception dans la région. C'est pourquoi la toponymie communiste s'y est développée très tôt après la victoire aux élections municipales de 1928. Les dénominations Eugène Pottier, Lénine et Place Rouge sont installées dans l'espace urbain cévenol dans la foulée. En cela, la cité gardoise suit l'exemple d'autres communes conquises par le parti à l'image de Douarnenez qui s'était doté d'une voie parrainée par Lénine dès 1925.² D'ailleurs l'acte militant est aussi une façon de se distinguer des autres partis de gauche et en particulier du parti socialiste en provoquant une réaction du pouvoir puisque dans le cas breton l'article de *l'Humanité* se termine par une sorte de prophétie : " *Gageons que le très libéral Bloc des Gauches s'opposera à pareille mesure par l'intermédiaire de son préfet.* ". Il s'agit donc par ce genre d'attribution de se singulariser mais aussi de provoquer une réaction. Cette tactique semble se reproduire dans les années 1930. Au début de l'année 1933, la municipalité de Montigny-en-Gohelle, dans le Pas-de-Calais, décide de baptiser un groupe scolaire du nom de Marcel Cachin, bravant l'interdiction préfectorale et allant jusqu'à organiser l'inauguration en présence du directeur de *l'Humanité*.³ Quelques mois plus tard, la ville d'Alès inaugure une maison du peuple et une place. Le maire décide alors de donner le nom de Marcel Cachin aux deux espaces publics.⁴ Comme dans le Pas-de-Calais, l'administration n'accepte pas la décision du maire, Fernand Valat, en invoquant le fait que le fondateur du PC est toujours vivant, ce qui est contraire à la jurisprudence car " *les hommages publics ne doivent être décernés qu'à des personnalités décédées.* " ⁵ Fondée en droit, l'affirmation est tout de même sélective dans la mesure où, en 1927, la préfecture du Gard avait accepté l'attribution du nom de Gaston Doumergue, alors président de la République, à une voie de Pont-Saint-Esprit.⁶ Toujours est-il que l'objectif propagandiste est atteint, les communistes pouvant potentiellement dénoncer un traitement injuste. Le groupe des héros communistes des plaques émaillées doit ainsi attendre des jours meilleurs pour s'étoffer.

En attendant, les membres du PC dénomment ce qu'ils peuvent, c'est-à-dire les quelques bâtiments possédés par le parti et les cellules. Quelques exemples montrent que le panthéon communiste est en gestation à travers ces pratiques. Ainsi, la ville de Nîmes compte-elle une maison du Prolétariat et une salle Henri Barbusse.⁷ *Le Travailleur du Languedoc* peut aussi relater l'inauguration d'une salle Marcel Cachin alors que celle du Boulou glorifie l'Évolution sociale.⁸ La dénomination des cellules est également

² *L'Humanité*, 9 février 1925.

³ *L'Humanité*, 25 mars 1933.

⁴ A.D. Gard, 3O 1120, Alès, délibération municipale, 5 septembre 1933.

⁵ A.D. Gard, 3O 1120, Lettre du préfet au maire d'Alès, 19 septembre 1933.

⁶ A.D. Gard 3O 1387, Pont-Saint-Esprit, délibération municipale, 28 mai 1927 ; arrêté préfectoral, 21 septembre 1927.

⁷ *La Dépêche*, 16 février 1937.

⁸ *Le Travailleur Catalan*, 1^{er} mai 1937.

une pratique courante. Le nom Lénine apparaît ainsi à Limoux et Quillan, alors que Capestang se singularise en baptisant les cellules du village Thaelmann et Anna Pauker, faisant ainsi référence aux Brigades internationales qui se battent en Espagne au même moment.⁹ À partir de 1935, c'est la figure d'Henri Barbusse qui semble s'imposer. Le nom de l'auteur du *Feu* est donné à de nombreuses organisations communistes, des cellules mais aussi des cercles ou des groupements de pionniers. Ces baptêmes ont lieu dans des localités aussi diverses que Valras-Plage, le Bousquet d'Orb ou Lézignan-Corbières. À partir de 1937, le nom de Paul Vaillant-Couturier commence à apparaître. Cette pratique de dénomination à usage interne permet aux communistes d'élaborer un corpus dans lequel ils n'ont plus qu'à piocher lorsqu'ils parviennent à être élus au sein des conseils municipaux.

II - La naissance du Front populaire et l'essor du panthéon rouge.

À l'occasion des élections municipales de 1935, nombre de communistes font leur entrée dans les assemblées locales. Une élection partielle permet même au PC d'obtenir sa première mairie dans l'Hérault, à Marsillargues en 1937, où les noms de Karl Marx et Louise Michel parrainent déjà des voies publiques. Les décès d'Henri Barbusse en 1935 puis celui de Paul Vaillant Couturier en 1937 vont fournir l'occasion d'inaugurer le martyrologe du jeune mouvement. Figure tutélaire du mouvement communiste français et international, fondateur de l'ARAC, président du congrès Amsterdam-Pleyel, Henri Barbusse est la première figure communiste à s'imposer significativement dans le panthéon des plaques bleues. En octobre 1937, la mort brutale de Paul Vaillant-Couturier, député maire de Villejuif et rédacteur en chef de *l'Humanité*, donne l'opportunité aux édiles communistes d'honorer une figure de militant et d' élu. Après les hommages grandioses rendus face au Mur des fédérés, les communistes de province honorent la mémoire des deux hommes en inscrivant leurs noms sur les édifices et les voies publiques. D'ailleurs *l'Humanité* relaie les initiatives des différentes communes qui attribuent le nom de l'écrivain en mettant en exergue les délibérations prises à Maison-Alfort, Denain, Achères, Clichy, etc.¹⁰ En Languedoc, la première municipalité qui décide de rendre un hommage à Henri Barbusse est Alès dès octobre 1935. Le nom est attribué à la place du lycée " pour rappeler ainsi formellement à nos jeunes étudiants le nom de celui qui fut le défenseur de la Paix, du Proletariat et de plus, un littérateur au talent incontesté. " ¹¹ Les hommages adressés aux deux personnalités se retrouvent sensiblement dans les mêmes localités, où le PC possède des positions solides. C'est pourquoi, ils se rejoignent sur les murs de Perpignan, Alès, Marsillargues et Millas. Pouzolles et Frontignan rendent hommage au seul Barbusse alors qu'Estagel fait de même pour Vaillant-Couturier.¹² Cette carte des hommages publics dessine une géographie du communisme municipal en gestation dans la région. La période du Front populaire et l'existence de municipalités tenues par des majorités d'union SFIO-PC donne lieu à des hommages communs. C'est ainsi qu'Henri Barbusse est consacré à Marsillargues aux côtés de Jules Guesde et Édouard Vaillant.¹³ La mort de Roger Salengro suivie de celle de Paul Vaillant-Couturier conduit de la même façon certaines communes à rendre un hommage simultané à ces deux figures. C'est notamment le cas à Marsillargues, Estagel et Millas à la fin de l'année 1937. Peut-être faut-il voir dans ces décisions une sorte d'appel symbolique à serrer les rangs alors que le Front populaire semble commencer à se déliter sous la pression des événements internationaux. Il faut d'ailleurs remarquer que ce sont plutôt des communes moyennes et petites, souvent rurales, qui baptisent avec les noms nouveaux.

La presse du parti joue également un rôle important dans la mise en place du panthéon communiste en relayant les appels lancés par des militants. Ainsi, dans *Le Travailleur du Languedoc*, un

⁹ *Le Travailleur du Languedoc*, 16 janvier 1937.

¹⁰ *L'Humanité*, 9 septembre 1935.

¹¹ A.M. Alès, ID 76, délibération municipale, 21 octobre 1935.

¹² *Le Travailleur Catalan*, 4 décembre 1937.

¹³ AD Hérault 2W88, délibération municipale, 5 février 1936.

Le Midi Rouge

membre de la cellule de Pouzolles dresse-t-il un panégyrique à l'égard d'un camarade, demandant à la mairie d'attribuer son nom à une avenue : " *Pujol, ouvrier très économe délia, durant sa vie, sa petite bourse en faveur des opprimés en lutte ou dans la misère ; il leur fit don de son amitié et de sa personne. Sa parole sema l'espoir chez de nombreux malheureux, inoculant en eux les traits essentiels d'une future société plus juste, plus fraternelle, meilleure et plus heureuse. Le nom d'Henri Pujol désigne sa place. Où est-elle ? Avenue de Gabian. Pas un seul Travailleur ne contestera ce droit à la mémoire de leur ami et meilleur défenseur. Pensez-y.* " ¹⁴

La présence d'élus communistes au conseil municipal ayant récemment obtenu l'attribution du nom de Barbusse à une voie a probablement incité à publier cet appel. Cela permet de constater que parmi les militants, la volonté de fonder un panthéon ouvrier est patente, imitant de cette façon les pratiques nationales. Ce cas n'est pas isolé car à l'occasion du 1^{er} Mai 1937, *Le Travailleur Catalan*, hebdomadaire communiste des Pyrénées-Orientales, publie en première page une photographie d'Henri Barbusse aux cotés de la sœur de Lénine. La légende est une véritable injonction lancée à la municipalité : " *En hommage au vaillant lutteur antifasciste, la municipalité de Perpignan serait bien inspirée de donner, soit à une avenue, soit à une place, le nom d'Henri Barbusse.* " Là encore, les militants profitent de l'élection de deux nouveaux conseillers municipaux communistes à l'occasion d'un scrutin partiel, pour tenter d'enraciner la mémoire communiste dans l'espace public en lui donnant une visibilité. D'ailleurs, lorsque l'attribution est effectivement votée en conseil municipal, le même journal s'empresse d'en faire un argument pour montrer l'action efficace des nouveaux élus. L'hebdomadaire publie en première page un encart avec une photographie de Barbusse face à laquelle il est écrit : " *Le nom d'Henri Barbusse sera perpétué à Perpignan grâce à la proposition de nos camarades Athiel et Gély qui a été adoptée par le conseil municipal.* " ¹⁵

Place Henri Barbusse



Le nom d'Henri Barbusse sera perpétué à Perpignan grâce à la proposition de nos camarades Athiel et Gély qui a été adoptée par le Conseil municipal.

Désormais, le carrefour des rues des jardins Saint-Louis, Albert Sausset, André Chénier sera dénommé : *Place Henri Barbusse*, honorant ainsi la mémoire de ce regretté lutteur antifasciste, auteur du roman bien connu « *Feu* ».

Encart placé en première page du *Travailleur Catalan* du 21 août 1937.

¹⁴ *Le Travailleur du Languedoc*, 13 février 1937.

¹⁵ *Le Travailleur Catalan*, 21 août 1937.

De même, lorsque le nom de Paul Vaillant-Couturier est donné “ à la plus importante artère d'Estagel ” par la municipalité locale, la cellule, par l'intermédiaire du *Travailleur Catalan* insiste sur le dévouement des élus communistes en espérant que “ la population d'Estagel appréciera comme il se doit le geste de la municipalité. ”¹⁶ Outre la presse, les organisations et mouvements d'obédience communiste font également des démarches pour que des hommages soient rendus aux figures de ce nouveau panthéon. Le Comité d'Action antifasciste de Sète propose ainsi le nom de Barbusse pour dénommer une voie. Cependant, la démarche est infructueuse.¹⁷

Le développement du panthéon communiste qui a atteint son apogée en 1937-1938 se poursuit à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. En effet, le 150^e anniversaire de la Révolution française est l'occasion de donner une perspective historique au combat d'un jeune parti, dans la continuité du 14 juillet 1935. Cependant, l'euphorie des premières années du Front populaire est révolue et seule la commune de Marsillargues effectue une dénomination symbolique. Elle attribue le nom de Robespierre à une voie et décide de l'inaugurer le 14 juillet 1939.¹⁸ Les communistes se posent ainsi en héritiers de la Révolution et en avant-garde républicaine. Toutefois, cet hommage est le seul qui peut être relevé dans la région à cette date, la menace d'une nouvelle guerre transformant la commémoration en veillées d'armes.

III - La guerre et la disparition des inscriptions communistes.

La reculade de Munich n'est qu'un répit dans la marche à la guerre. Dès le mois de mars 1939, Hitler poursuit sa politique de conquête et se met à revendiquer le corridor de Dantzig à la veille de l'été. D'ailleurs les communistes eux-mêmes ne se privent pas de railler les municipalités qui avaient précipitamment inscrits les noms de Chamberlain et Daladier sur les murs de leurs cités. Gabriel Péri dénonce ainsi l'esprit de Munich alors qu'Hitler n'a pas tenu parole et réclame désormais Dantzig :

*“ De son côté, le premier ministre, répondant à une question de Dalton, a dit qu'il était offensant de supposer qu'il préparait un deuxième Munich. Retenons ce terme. “ Munichois ” n'est plus un titre de gloire. C'est une offense. Que l'on débaptise donc au plus tôt les “ rues Chamberlain ” et les “ rues Daladier ” pour que les intéressés ne se sentent plus offensés. ”*¹⁹

Face à la menace de guerre, les tractations diplomatiques redoublent. Une mission militaire conduite par le général Doumenc se rend à Moscou afin de conclure un accord militaire franco-soviétique. Cependant, Staline mène des négociations parallèles et secrètes avec l'Allemagne. La signature des accords Ribbentrop-Molotov, le 23 août 1939, frappe de stupeur l'opinion. Les communistes français, figures de proue de la lutte antifasciste depuis 1934, ne sont pas les moins surpris. Après le déclenchement du conflit, et malgré le vote des crédits de guerre par les parlementaires du PC, le parti est fortement ébranlé. Divisé, mis au ban de la nation, ses effectifs fondent. Le parti est dissous le 26 septembre, ses dirigeants entrent dans la clandestinité d'où ils dénoncent la guerre bourgeoise et impérialiste. Maurice Thorez déserte et quitte la France en octobre. Le gouvernement pourchasse les militants qui poursuivent leurs activités et les 45 députés qui sont demeurés fidèles au parti sont déchus de leur mandat en janvier 1940. L'invasion de la partie orientale de la Pologne puis de la Finlande par l'URSS achève de discréditer les communistes. D'ailleurs, outre les mesures officielles à leur encontre, une certaine animosité se manifeste. En témoigne l'inscription “ *Vive la 39 ! A bas Moscou !* ” qui figure encore sur les murs du village de Bessan.²⁰

¹⁶ *Le Travailleur Catalan*, 4 décembre 1937.

¹⁷ AD Hérault, 2 W 88, Sète, délibération municipale, 24 mars 1937.

¹⁸ *Ibid.*, Marsillargues, délibération municipale, 16 juin 1939.

¹⁹ *L'Humanité*, 13 juin 1939.

²⁰ Observation de l'auteur.



Inscription murale anti-communiste (Bessan, 1939). Photographie de Richard Vassakos, 2006.

Dès septembre 1939, des mesures sont prises à l'encontre de certaines décisions d'élus communistes comme le maire de Fabrezan qui sollicite l'autorisation d'édifier un monument et une place éponymes, en l'honneur du poète Charles Cros, natif du village, et fugacement aide-major durant la Commune de 1871. La préfecture lui refuse son aval, en raison de son appartenance au PC et des circonstances.²¹

Cet anticommunisme virulent permet à l'extrême droite et à une bonne partie de la droite de prendre sa revanche contre 1936. Cet acharnement, qui peut apparaître comme un palliatif à l'inaction de la drôle de guerre, permet à cette fraction d'effectuer une habile substitution d'ennemis et d'exprimer sa rancœur et sa haine en toute bonne conscience. Dès l'automne 1939, la presse nationale se fait l'écho de mesures de débaptisations dans des localités communistes. Ici, un maire de la région de Nancy qui fait arracher les plaques Lénine et Staline après le pacte germano-soviétique²² ; là, une délégation spéciale de grande ville qui remplace Barbusse ou Gorki. *Le Matin* exhorte la municipalité parisienne à supprimer la rue de Moscou comme l'on avait supprimé la rue de Berlin en 1914, car le nom de la capitale soviétique " n'évoque pour les français que la plus répugnante des trahisons. Et l'on ne célèbre pas la trahison. " ²³ La presse régionale n'est pas en reste et fait état de ces actes de foi et n'y voit d'ailleurs aucune injustice :

*" Le conseil municipal de Saint-Étienne ayant flétri la conduite des communistes, a ôté à trois rues de la ville les noms qu'on leur avait donnés en hommage à des hommes du parti : Vaillant-Couturier et Henri Barbusse particulièrement. Ces messieurs seront remplacés par la Finlande, la Pologne et Prague. Il n'est pas question de dénier à MM Vaillant-Couturier et Barbusse, le talent littéraire leur donnant droit à une rue. Des hommes de lettres bien plus médiocres qu'eux ont été honorés de la sorte sans que cela ne choque personne. Seulement ce n'est pas pour leur mérite littéraire que Vaillant-Couturier et Barbusse ont reçu une voie dans la plupart des " communes rouges ". C'est pour leur action politique et c'est pourquoi le repentir des Stéphanois n'a rien de blasphématoire ni même de contre-révolutionnaire. "*²⁴

²¹ Site internet du Ministère de la Culture : www.culture.gouv.fr/culture/inventai/patrimoine/

Base Palissy, Région Languedoc-Roussillon : Etude thématique, " Sculpture monumentale de la IIIème République ".

²² *Le Matin*, 29 août 1939.

²³ *Le Matin*, 4 octobre 1940.

²⁴ *Le Petit Méridional*, 11 janvier 1940.

Dans ce climat, certains se permettent d'interpeller les autorités à travers des articles de presse. C'est le cas dans l'Aude, où, à travers un article de *L'Éclair*, le préfet du département est vivement interpellé :

“ Or, voici que M. le préfet de Seine-et-Oise vient de faire procéder, dans les communes de son département, au recensement nécessaire pour provoquer tous les changements souhaitables d'appellations des rues et des écoles qui portaient des noms révolutionnaires.

Voici un précédent dont M. le préfet de l'Aude pourrait peut-être se servir pour obtenir le changement de nom de très nombreuses rues de Narbonne puisque la municipalité ne semble pas disposée à procéder de bon gré à ce changement. ”²⁵.

Sur le plan officiel, aucune mesure n'est prise et toutes ces actions demeurent locales. Néanmoins, cette initiative de la préfecture de Seine-et-Oise vient de l'interpellation du représentant de l'État par le sénateur Charles Reibel dont l'intervention fait l'objet d'une dépêche Havas reprise dans la presse nationale.²⁶ Dans cette atmosphère, le cas de la ville d'Alès est intéressant. Véritable citadelle rouge, son panthéon urbain est marqué par l'idéologie communiste. Précédant toute initiative gouvernementale, la délégation spéciale entreprend d'effacer le souvenir de la gestion des élus PC dès le 17 février 1940.²⁷ Barbusse, Vaillant-Couturier, Lénine, sont voués aux gémonies. De même, la très symbolique “ Place Rouge ” cesse d'exister. La délibération adoptée par la délégation spéciale est un long réquisitoire qui justifie et appuie la décision. En substance, on dénonce l'attaque immorale de la petite Finlande : “ *l'URSS, pays de 170 millions d'habitants a fait preuve d'impérialisme belliqueux en attaquant la Finlande, petit pays de moins de 4 millions d'habitants, qui n'a pas voulu se soumettre à la dictature bolchevique.* ” Au passage l'argument de la guerre impérialiste, si longtemps utilisé par les communistes est retourné contre les Soviétiques. La délibération, outre ces considérations, fait de l'Union Soviétique un pays ennemi :

“ Considérant que par son alliance avec l'Allemagne, la Russie contribue à fournir à cette dernière des ressources qui lui permettent de lutter plus efficacement contre notre pays et notre alliée la Grande Bretagne. [...] par son attitude, le gouvernement de l'URSS doit être considéré comme un ennemi de la Paix et de la Liberté. ”

Six mois après, les cicatrices du pacte germano-soviétique sont toujours à vif et l'anticommunisme fournit une compensation et donne finalement l'illusion de l'action durant cette drôle de guerre immobile de l'hiver 1939-1940. D'ailleurs, cela en dit long sur l'état de l'opinion de certaines élites municipales dans le contexte de la drôle de guerre, et résonne comme un écho aux projets d'intervention en Finlande ou de bombardement du Caucase échafaudés par l'état-major. Enfin, même si d'autres communes ont déjà pris de tels arrêtés, et même si parfois les noms de substitution ne sont pas politisés, comment ne pas voir une certaine forme de revanche militante de la part de nouveaux maîtres, dans la mesure où la décision précède les instructions ministérielles.

Celles-ci arrivent au printemps 1940 et sont le fait du gouvernement Daladier. L'article trois du décret de dissolution du PC stipule qu'est interdit l'usage: “ *d'une façon générale, de tout matériel de diffusion tendant à propager les mots d'ordre de la Troisième Internationale* ”. En se fondant sur ce texte et face à cette pression politique, le gouvernement décide de prendre des mesures officielles. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, diffuse le 15 mars 1940 une circulaire donnant les instructions aux préfets. Le document fait allusion aux enlèvements déjà effectués et se veut pédagogique en expliquant pourquoi ces changements doivent être généralisés à tout le territoire :

²⁵ AD Aude, 1603 W 28, coupure de presse, *L'Éclair*, 18 février 1940.

²⁶ *Journal des débats politiques et littéraires*, 16 février 1940.

²⁷ AM Alès, 1 D 77, délibération de la délégation spéciale, 17 février 1940.

*“ De nombreuses municipalités ou délégations spéciales ont déjà fait disparaître de telles dénominations. Mais, il importe, dans les circonstances actuelles, qu’aucune appellation de voies ou d’édifices publics n’évoque plus ni les hommes, ni les faits, ni les idées de la III^{ème} Internationale. ”*²⁸

Le ministre réclame un rapport spécial des préfets à ce sujet. Ces derniers répercutent ces consignes aux sous-préfets et des municipalités commencent à s’exécuter. C’est ainsi que la commune de Pouzolles se voit invitée, par l’entremise d’une dépêche du sous-préfet de Béziers, à enlever, *“vu les circonstances actuelles”*, le nom d’Henri Barbusse. Après avoir pris connaissance de ce texte, le conseil municipal s’exécute et restaure l’ancien nom de la rue.²⁹ La délibération reprend le texte de la circulaire et la décision est rédigée de façon lapidaire. À Marsillargues, la délégation spéciale retire les noms d’Henri Barbusse et de Paul Vaillant-Couturier.³⁰ Ce dernier est également supprimé à Perpignan, mais bien tardivement puisque c’est en pleine débâcle, le 12 juin 1940, que la décision est prise.

L’arrivée du maréchal Pétain au pouvoir ouvre un nouveau cycle d’épuration symbolique à partir de l’automne 1940. Reprenant la loi de dissolution du PC de septembre 1939 et s’appuyant sur la circulaire du 15 mars 1940, le secrétaire d’État à l’Intérieur, Marcel Peyrouton, entreprend d’épurer l’espace public de toute référence à la III^e Internationale.³¹ Cependant, les dénominations communistes ont pour la plupart été enlevées au printemps, et c’est donc sur les noms de Roger Salengro, Jean Jaurès ou Francisco Ferrer que s’abattent les foudres de la Révolution nationale. Cela n’empêche pas les organes clandestins du PC de condamner ces actes. C’est ainsi qu’un tract communiste diffusé dans les Pyrénées-Orientales fustige l’administration de Vichy qui débaptise les rues Vaillant-Couturier, Jules Guesde, Henri Barbusse, *“ poursuivant jusque dans la tombe les défenseurs du peuple. ”*³² De la même façon, *l’Humanité* clandestine dénonce les mesures du “ vieux cagoulard ” Pétain et du “ maquignon ” Laval : *“ Aussi la fureur réactionnaire des aventuriers de Vichy ne connaît-elle pas de bornes. Les municipalités sont destituées à tour de bras, on démissionne d’office les conseillers généraux et municipaux. On débaptise les rues Jean Jaurès. ”*³³

La mise en place du panthéon communiste coïncide donc avec les différentes stratégies adoptées par le parti communiste entre 1920 et 1939. Les premières dénominations publiques attribuées par des municipalités communistes vont dans le sens de la distinction et de la lutte politique, que ce soit par le choix de noms de leaders révolutionnaires ou par des hommages rendus à des figures encore vivantes du parti.

Les vagues Barbusse et Vaillant-Couturier sont le fruit des succès électoraux et incarnent les combats de l’époque, à savoir l’antifascisme et le dessein d’une unité avec le parti socialiste à travers les hommages couplés. D’une certaine façon, ces attributions en faveur d’Henri Barbusse, Paul Vaillant-Couturier et Roger Salengro, peuvent être considérées comme le panthéon du Front populaire dans la mesure où elles s’inscrivent dans les années 1936 et 1937.

Enfin, l’été 1939 marque la fin de ce premier panthéon communiste. En effet, l’exclusion et la répression des communistes après la signature des accords Ribbentrop-Molotov, signe l’arrêt de mort du panthéon rouge. Poussant la logique de répression à son terme sous la pression d’un anticommunisme revanchard, la III^e République forge les outils dont Vichy n’a plus qu’à se servir pour épurer la toponymie

²⁸ AD Aude, 1603 W 2, circulaire du 15 mars 1940.

²⁹ AD Hérault, 2 W 88, Pouzolles, délibération municipale du 3 mai 1940, comprenant la lecture par le maire de la dépêche du sous-préfet en date du 27 avril.

³⁰ AD Hérault, 2W 88, Marsillargues, délibération de la délégation spéciale, 19 avril 1940.

³¹ AD Hérault, 1000 W 31, circulaire du 22 octobre 1940.

³² Georges Sentis, *Les communistes et la Résistance dans les Pyrénées-Orientales*, t.1, Lille, Marxisme-Régions, 1983.

³³ *L’Humanité*, édition clandestine de Toulouse, 12 décembre 1940.

de tous les éléments jugés antinationaux. Il n'en demeure pas moins que restauré totalement ou en partie à la Libération, ce premier panthéon rouge a été le fondement de celui que l'on peut encore retrouver dans certaines communes aujourd'hui, formant un élément fort de leur identité politique et historique.

Richard VASSAKOS

* * *
*

REGARD SÉTOIS SUR LA GRÈVE DE LAFARGE EN 1938

Le 2 mai 1986, je rencontrais Jean Arnaud³⁴, retraité des cimenteries Lafarge pour évoquer avec lui 1936. Le cinquantenaire de cette date importante pour le mouvement ouvrier était aussi l'occasion de jeter un regard sur son passé de syndicaliste militant.

Il était entré à l'âge de 22 ans, en 1927, pour travailler dans une entreprise de génie civil au montage des infrastructures de l'usine Lafarge. En mars 1929, les fours étaient mis en marche et Jean Arnaud intégra le personnel de l'entreprise. Il fut affecté à la centrale électrique, car l'usine fabriquait elle-même son électricité.

Le syndicat fut créé en 1936. Une tentative avait eu lieu en 1934, mais la répression mise en œuvre par la direction avait conduit celle-ci à l'échec. En 1935, l'unité syndicale aidant, la constitution d'un syndicat fut remise en chantier et celui-ci vit le jour en 1936. En juin l'usine fut arrêté par un mouvement de grève afin d'établir une nouvelle convention collective. Très vite une intersyndicale se forma, avec les usines du Teil (Ardèche, la maison mère), La Couronne (Angoulême), Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), Valdonne (Bouches-du-Rhône) et Contes-les-Pins (Alpes-Maritimes). Jean Arnaud se souvint que c'était Louis Saillant qui fut secrétaire général de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M) qui était à l'époque secrétaire adjoint des syndicats C.G.T de la Drôme-Ardèche et c'est là que fut établie la convention collective.

L'évocation de cette période avec les avancées sociales acquises (délégués du personnel, augmentations de salaires, etc...) amena très vite Jean Arnaud à évoquer et à retracer le mouvement de grève de 1938, auquel il avait activement participé. La direction de Lafarge, tout comme le patronat représenté par le G.G.P.F³⁵, n'acceptait pas les acquis qu'il avait dû concéder en 1936.

Le 11 juillet 1936, une grève avec occupation avait éclaté au Teil et à Cruas et le 24 juillet. Le trust cimentier dut accepter la reconnaissance du syndicat C.G.T³⁶ que dirigeaient alors Jean Garnier³⁷ et Adrien Soubeyran³⁸. De même il dut accepter une augmentation des salaires de 30 à 40 %. Revanchard, Lafarge passa à l'offensive. C'est cette période que je veux aborder ici. Reprenant mes notes de cette époque j'ai

³⁴ Jean Arnaud, né à Sète le 26 octobre 1905, décédé à Sète le 30 juin 1992.

³⁵ La Confédération générale de la production française (CGPF) était une organisation patronale française créée le 19 mars 1919

³⁶ Évocation de ces événements dans *Ardèche, terre d'histoire – Histoire de l'Ardèche et du Vivarais* par Michel Riou et Michel Rissoan – éditions La Fontaine de Siloé – 2007. Consultable sur http://books.google.fr/books?id=Tfm33DFSAOQC&pg=PT278&lpg=PT278&dq=ardèche+terre+d%27histoire+lafarge&source=bl&ots=8AauRDEHN2&sig=yMIQtZj5oYJR78wySUHtZEitIh4&hl=fr&sa=X&ei=7EtiUq2qC8fK0QWcmIDIAQ&redir_esc=y#v=onepage&q=ard%C3%A8

³⁷ Né le 18 octobre 1904 à Montélimar (Drôme) ; mort le 22 avril 1966 à Allan (Drôme) ; employé aux usines de chaux et ciments de Lafarge ; syndicaliste de l'Ardèche. Voir sa biographie établie par Roger Pierre dans le *Maitron*.

³⁸ Né le 16 avril 1901 à Genestelle (Ardèche), fils d'un maçon, Adrien Soubeyran, ouvrier forgeron, était secrétaire adjoint du syndicat CGT, constitué le 29 juin 1936, des usines de chaux et ciments de la puissante société Lafarge, au Teil. Il fut, au cours de luttes jalonnées par les grèves de 1936, 1937 et 1938 le second de Jean Garnier. Voir biographie établie par Roger Pierre dans le *Maitron*.

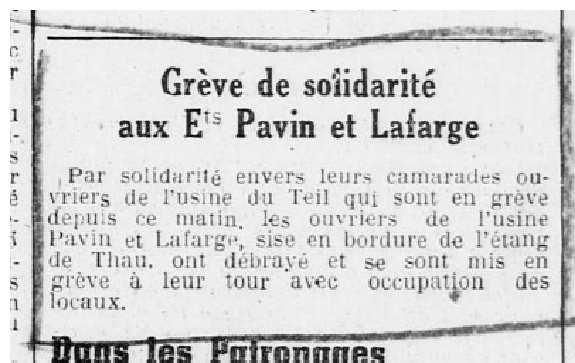
voulu approfondir la connaissance de ce mouvement et lui donner une dimension dépassant le seul cadre de Sète.

Tout avait commencé par l'usine du Teil (Ardèche) où la direction avait licencié en octobre 1937 les responsables du syndicat, Jean Garnier et Adrien Soubeyran, renvoyé les délégués d'atelier "douze meneurs" et congédié 200 salariés³⁹. Par ailleurs le problème des salaires était posé depuis le 2 septembre 1937. De 1937 à 1938, la hausse du coût de la vie avait annulé pratiquement les réajustements et les augmentations obtenus avec les accords Matignon. Diminution des dépenses publiques, augmentation des impôts, des tarifs publics, etc... venaient ajouter à l'érosion du pouvoir d'achat.

L'accélération de cette politique antisociale entraîna une vague de grève avec occupation d'usines, elles éclatèrent en septembre dans la métallurgie parisienne.

L'attitude du patronat de Lafarge, avec les mesures répressives énoncées plus haut, fit déborder le vase. Le 27 décembre 1937 l'usine du Teil puis le 28 décembre celle de Cruas, voyaient les ouvriers des chaux et ciments cesser le travail. Le journal *La croix de l'Ardèche*⁴⁰ du 2 janvier 1938 écrivait : " *Un grave conflit a éclaté aux usines de chaux et ciments de Lafarge et du Teil. Des agitateurs venus de l'extérieur ont imposé par force la cessation du travail. Les usines de Cruas ont suivi le mouvement. De plus le bruit court que les autres usines de la Société de Lafarge disséminées un peu partout à travers la France, se mettraient en grève par solidarité. À noter qu'au moment où nous écrivons ces lignes, les pouvoirs publics avertis se sont refusés à intervenir.* ". L'usine de Sète entra dans le mouvement le 3 janvier 1938. Jean Arnaud se souvint que ce mois de janvier était très froid, tout gelait. *Le Petit Méridional* du 5 janvier 1938, titrait en une " *L'hiver rigoureux – La vague de froid sévit en France, en Allemagne et en Italie. De nombreux canaux et rivières sont gelés en de nombreux points. Le thermomètre a marqué moins 18 à Chamonix et Berlin ; moins 15 à Vichy et à Charolles ; moins 13 à Mâcon* ". Le baromètre de l'École Nationale d'Agriculture à Montpellier indiquait moins 10 degrés et la neige s'était installée. Trois barques venant de Sète et partant vers Toulouse furent arrêtées par la glace sur le canal du midi, à hauteur de Béziers.

Les conditions climatiques n'eurent cependant pas d'effet sur la détermination des ouvriers sétois. Dans l'usine située en bordure de l'étang de Thau, la grève démarra avec occupation des lieux. Ils reçurent l'ordre, par voie d'huissier, d'évacuer les locaux. Ils passèrent outre cette injonction et continuèrent l'occupation.



La coupure de *Le Petit Méridional* du 4 janvier (ci-dessus) laisse trace du début de la grève à Sète. Une signification donnant l'ordre d'évacuation de l'usine fut remise au maire de Frontignan (l'usine étant située sur le territoire de sa commune). Celui-ci refusa, si l'on en croit la presse, de recevoir les pièces légales relatives à cette évacuation.

³⁹ : 1944-1947. *Le séquestre de l'entreprise Lafarge en Ardèche* – étude de Pierre Bonnaud. *Cahier de Mémoire d'Ardèche et Temps Présent*, n°100, 2008, consultable sur le site http://www.memoire-ardeche.com/libre_acces/100_1.pdf

⁴⁰ *La Croix de l'Ardèche* ainsi que *Le journal d'Aubenas* et *le journal de Privas*, cités dans cet article sont consultables sur le site des archives départementales de l'Ardèche <http://www.ardeche.fr/Culture/archives-departementales1861/consultation-en-ligne>

Le conflit s'installa et une campagne contre les grévistes se mit en route. Elle revêtit la forme du recours à un vote sous forme de référendum. *L'Éclair*⁴¹ du 8 janvier 1938 s'en fit l'écho dans son éditorial intitulé " *La paix sociale* ". Il fit référence aux déclarations de Chautemps⁴² qui venait de lancer un appel en faveur du rétablissement de la paix sociale. L'article évoquait également les mouvements d'occupations d'usines qui se développaient dans le pays. " *Ces grèves de solidarité – touchantes et honnêtes – on sait ce qu'il faut en penser. Elles sont imposées par une minorité d'agitateurs moscoutaires. À ce point de vue, le cas de ces ouvriers des usines Pavin de Lafarge qui, pour protester contre le chômage forcé auquel les condamnait une poignée de meneurs, ont envahi et occupé la préfecture de Privas et ont demandé au préfet que leurs camarades, par un vote secret, soient appelés à se prononcer pour ou contre la reprise du travail, est significatif. Mais ce qui est non moins significatif, c'est que le préfet, après avoir promis d'intervenir en ce sens, s'est déclaré, le lendemain, incapable de faire procéder à cette consultation parce que la C.G.T s'y opposait (...)* "

Le thème d'une campagne référendaire était donc repris et martelé. C'est cette argumentation qui fut également développée à Sète, notamment par le journal *L'Éclair*. Celui-ci fut cependant obligé de noter que l'occupation de l'usine se poursuivait sans incident mais " *On ne comprend guère qu'on se refuse à assurer un référendum qui mettrait dans l'obligation l'infime minorité des mécontents à se soumettre au vote de la majorité, car depuis le premier jour le personnel des usines manifeste sa volonté de reprendre le travail.* "

Dans ce contexte de conflits sociaux, Chautemps envoya une lettre aux patrons et aux syndicats ouvriers pour les convier à l'apaisement. Le patronat français déclara qu'il avait toujours recherché la paix sociale, mais il demandait qu'en l'heure présente soit assurée, avant toute chose, la liberté du travail. De leur côté les secrétaires des syndicats de la région parisienne furent convoqués pour envisager et prendre les mesures nécessaires afin d'affirmer la solidarité ouvrière et d'assurer le maintien des avantages acquis. Les patrons mirent en œuvre ce qu'ils nommaient la " *Liberté du travail* ". Ainsi à Boulogne-sur-Mer, devant une grève qui affectait l'usine chargée de la reconstruction des quais, les entrepreneurs estimant qu'il y avait rupture de contrat avaient procédé à l'embauchage de nouveaux ouvriers pour remplacer les grévistes. Le 10 janvier, quand ceux-ci se présentèrent aux chantiers pour prendre le travail, les grévistes firent irruption et enlevèrent les pelles et les pioches qui avaient été remises aux ouvriers " jaunes " et les expulsèrent du chantier. Des piquets de grève furent immédiatement mis en place.

Le 11 janvier, une affiche est placardée sur les murs de la ville de Sète. Le syndicat C.G.T expliquait sous le titre " *Pourquoi les ouvriers de l'usine Lafarge se sont mis en grève ?* " les raisons du conflit : rétrogradation d'un contremaître en octobre 1937, renvoi de 13 ouvriers le 15 novembre. Le journal *L'Éclair* qui relata l'existence de ces affiches, se permit d'ajouter le commentaire suivant : " *Il est évident que si ces ouvriers avaient donné toute satisfaction dans le rendement du travail, la direction n'aurait jamais eu l'idée de s'en séparer (...)* " Le rendement ou le respect des conditions de travail ? Le journal rajouta sa conception du rendement : " *Mais au contraire, ce rendement avait été abaissé depuis juillet 1936 en exécution des consignes données par les agents de la C.G.T.* " Quel habile tour de passe-passe ! Les acquis de 1936 devenaient des " *consignes de la C.G.T* ".

Dans la nuit du 13 janvier, à deux heures du matin, le gouvernement fit évacuer par la force, les usines du Teil. Dans le même temps, *Le Journal d'Aubenas* du 15 janvier publie une note du commissaire de

⁴¹ *L'Éclair*, quotidien consultable sur le site des archives départementales de l'Hérault :

http://archivespierresvives.herault.fr/archives/resultats/bibliotheque?RECH_date_debut=1904&RECH_type_Index=855361%7C880433&RECH_type_Libell=L%27Eclair%7CL%27Eclair&RECH_TYPE=and&type=bibliotheque

⁴² Camille Chautemps, né à Paris le 1^{er} février 1885 et mort à Washington le 1^{er} juillet 1963. Élu en 1919 maire de Tours, il fut député radical-socialiste d'Indre-et-Loire (1919-1928), puis du Loir-et-Cher (1929-1934). Il sera ensuite sénateur jusqu'en 1940. Il fut ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Herriot (1924), ministre de la Justice sous Painlevé (1925), de nouveau ministre de l'Intérieur dans les cabinets Briand et Herriot (1925-1926). Il devint président du Conseil en 1930, poste qu'il occupa jusqu'en 1938. Il est décrit comme l'un des liquidateurs de l'œuvre économique et sociale du Front Populaire (voir biographie parue dans : Jean Ellenstein (coord.) *L'Histoire de la France contemporaine 1789-1980*, Tome V, 1918-1940, Paris, Éditions sociales, Livre Club Diderot, p.332).

police qui informe qu'un crédit vient d'être alloué, en vue de venir en aide aux enfants des ouvriers de Lafarge. Cette note ne parle pas des ouvriers grévistes et semble plutôt être une aide indirecte aux non grévistes. Cette aide se fera sous forme de bons dont le montant sera remboursé dès la fin de la grève (par qui ?), suivant un mémoire adressé à la préfecture. Par ailleurs ces bons seront nominatifs et délivrés par le commissaire de police.

Le 14 janvier, une délégation des syndicats de la région parisienne s'étaient rendus auprès du président de la fédération des chaux et ciments, M. Serruys. Ils lui demandèrent d'intervenir pour que cessent les provocations qui se multipliaient dans les usines des chaux et ciments. M. Serruys répondit qu'il ne pouvait intervenir en ce qui concernait le conflit du Teil car il considérait qu'il y avait là un conflit d'ordre intérieur dont les raisons étaient purement techniques et lui interdisaient toute intervention. Devant tant de cynisme, les syndicats enregistrèrent sa déclaration et lui remirent une note dans laquelle ils déclaraient décharger leurs responsabilités.

Le 15 janvier, le conseil municipal de Sète, dans sa séance officielle décida, par vote, un crédit de 10.000 francs, comme secours à distribuer aux grévistes des usines Pavin et Lafarge. La composition de ce conseil n'était pourtant pas à majorité ouvrière, mais pour l'essentiel d'artisans et de petits commerçants. Ce geste semble traduire un sentiment de soutien de la population envers les grévistes.

Le 16 janvier, *La Croix de Privas* publie un communiqué du syndicat C.F.T.C qui se termine par ces lignes " [...] Nous sommes persuadés que tous ceux qui réprouvent de telles luttes sociales dont en définitive les travailleurs sérieux font les frais, tiendront à souscrire généreusement pour permettre aux Syndicats des Chaux et Ciments de Lafarge (C.F.T.C) de venir en aide à ses adhérents injustement privés de leurs moyens de travail. "

De son côté la C.G.T avait organisé la solidarité financière envers les familles, celle-ci fut active à Sète mais nous ne connaissons pas le montant des sommes recueillies. Toutefois Jean Arnaud rappela que les ouvriers de l'usine à gaz de La Peyrade (commune de Frontignan, Hérault) : " (...) et ils étaient nombreux à ce moment là, ils nous quittaient une journée de salaire par semaine. Il y avait également ceux de la Mobil de Frontignan qui nous aidaient, car on faisait partie de l'Union cantonale de Frontignan. " Nationalement 90.000 francs furent recueillis et distribués en tenant compte des charges de chacun.



Cette coupure qui fit le centre de la une de *L'Éclair* du 9 janvier 1938, permet un résumé de la situation, aussi bien en France qu'en Espagne. Sur le sol français c'était la lutte pour les revendications. Cependant la solidarité avec les frères d'Espagne n'était pas oubliée. Comment concilier ce double aspect ? Jean Arnaud répondit à ma question en ces termes " *Et bien, c'est-à-dire, on envoyait du pain...on ramassait dans les boulangeries. Du pain, du sucre. Allez pour l'Espagne ! pour l'Espagne ! Tous les vivres qu'on ramassait, qu'on pouvait disposer. Parce qu'en même temps il a fallu nourrir les types pendant 3 mois.*

On avait plus de 1.000 bouches à nourrir tous les jours, on était plus de 300 ouvriers à Lafarge...Les types pouvaient pas s'acheter de sandales, ni rien. On donnait ; pour acheter les paires de sandales pour les gosses, pour ceci, pour cela, on essayait de régler les problèmes au mieux. En Espagne on envoyait ce que l'on pouvait par l'intermédiaire du Secours Populaire. ”

Malgré toute cette activité, Jean Arnaud participait à des réunions dans les autres usines en grève, au Teil, à Fos sur Mer, à Conte les Pins. etc...

Le 28 janvier, M. Lamorre⁴³, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Nîmes, désigné pour arbitrer le conflit, rendit une sentence concernant les treize ouvriers congédiés en novembre pour motif de “ *Baisse de rendement et qui, de ce fait avait entraîné dans plusieurs usines de la Société ainsi que celles des Ciments Français Valette-Viallard, l'arrêt de travail pour protester contre ces licenciements abusifs.*” Les conclusions de cette sentence ne réglaient pas les questions posées et renvoyaient à une autre juridiction le règlement du conflit. Elles orientaient le débat sur des questions individuelles et refusaient le caractère collectif de la mesure. Elles se résument en deux articles dont voici la teneur :

“ Article premier.- Les treize notifications congés, dont il s'agit, ont engendré treize différents individuels et non pas ouvert un conflit collectif.

Article deux.- Il appartient aux ouvriers intéressés de s'adresser à la juridiction compétente pour demander à la lueur d'enquêtes judiciaires, sur les faits qui leur sont reprochés et pour obtenir, s'il y a lieu réparation du préjudice qu'ils ont subi du fait des congédiements. ”

Suite à cette sentence, une délégation, conduite par Charles Doucet⁴⁴, secrétaire général de l'Union départementale Drôme-Ardèche se rendit à la présidence du Conseil, en vue d'envisager avec les pouvoirs publics, les modalités de la reprise du travail dans l'ensemble des usines de la société.

À ce stade et afin d'apprécier le niveau de la campagne d'appel à la résignation et au renoncement face à l'attitude du patronat, il n'est pas inutile de reprendre une des citations qui ornait la première page du journal *La Croix de l'Ardèche* du 30 janvier 1938, sous le titre “ *Le secret du bonheur* ” le conseil signé par Louis Veillot⁴⁵ : “ *Vivez où vous êtes, plaisez-vous à ce que vous faites, soumettez-vous d'avance à ce que Dieu voudra, c'est le secret du bonheur. S'il manque quelque chose, souvenez-vous que vous êtes dans le lieu d'épreuve et attendez l'éternité.* ”

On apprend par *Le Journal de Privas* que Jacques Doriot⁴⁶ viendra parler au Teil, en faveur de la réouverture de l'usine, le dimanche 6 février.

La venue de Doriot au Teil va susciter mobilisation et émoi dans la ville. Situation que nous appréhenderons sous deux regards, celui de *L'Humanité* du 7 février 1938 et celui du *Journal de Privas* du 12 février 1938.

L'Humanité titre “ *L'hitlérien Doriot chassé par la population au Teil* ”. Suit l'article “ *Le Teil, 6 février. (Par téléphone). Après de multiples provocations, et en liaison avec la grève des usines Lafarge, le P.P.F, avait cru marquer un grand coup en annonçant la venue de Doriot. Il n'a pu enregistrer qu'un échec cuisant, malgré certaines complicités départementales.*

⁴³ Compte rendu paru dans *Le Petit Méridional* du 29 janvier 1938 (Bibliothèque Émile Zola, Montpellier, Archives numériques.

⁴⁴ Né le 18 mars 1895 à Troyes (Aube), mort accidentellement à Valence le 8 décembre 1938 ; ouvrier bonnetier, puis employé. Militant syndicaliste et communiste à Paris, dans l'Aube, la Haute-Vienne, les Alpes-Maritimes, la Charente, la Somme, la Drôme et l'Ardèche. Pendant la grande grève des usines Lafarge de Cruas et Le Teil (Ardèche) en 1938, l'organe du PPF, *L'Attaque*, lança contre lui une violente campagne de calomnies, reprise par plusieurs quotidiens régionaux, ce qui provoqua un large mouvement de protestation ; le tribunal correctionnel de Valence fit justice de ces mensonges, rendit hommage à Doucet et condamna ses diffamateurs. (Voir biographie établie par Roger Pierre dans le *Maitron*)

⁴⁵ Louis Veillot fut journaliste, né à Boynes (Loiret) le 11 octobre 1813 et mort à Paris le 7 avril 1883. Catholique passionné, il défendit avec vigueur l'enseignement privé et fonda le journal *L'Univers*, qu'il dirigea avec son frère Eugène Veillot.

⁴⁶ Né le 26 septembre 1898 à Bresles (Oise), mort le 22 février 1945 à Mengen (Allemagne) ; ouvrier métallurgiste ; décoré de la Croix de guerre en 1918 ; secrétaire de la Fédération des jeunesses communistes (1923-1924), membre du comité directeur puis du bureau politique du Parti communiste (1924-1934) ; député (1924-1937) ; maire de Saint-Denis (1931-1937) ; exclu du PC le 27 juin 1934 ; fondateur et président du Parti populaire français (1936-1945) ; membre du Conseil national de Vichy ; combattant de la Légion des volontaires français sur le front russe (1941-1944) ; décoré de la Croix de fer. (Voir biographie établie par Jean-Paul Brunet dans le *Maitron*)

Malgré les ordres d'interdiction donnés au préfet de l'Ardèche par le ministère, Doriot est venu, et s'est heurté à une puissante riposte de la population laborieuse de notre cité.

Face à la centaine de fascistes – dont les trois quarts étaient venus de l'extérieur – rassemblés au café du Commerce sous la protection de 500 gardes mobiles ou gendarmes, plus de 4.000 travailleurs ont clamé leur indignation et leur haine du fascisme. Pendant quatre heures, cheminots, ouvriers de Lafarge, fonctionnaires, petits commerçants, ont interdit aux nervis de Doriot l'accès des rues du Teil. Ce n'est que grâce à la protection de la police que Doriot lui-même put quitter le repaire de ses amis, sous les huées de la foule."

Le Journal de Privas du 12 février titra quant à lui : " Le Teil – Doriot a parlé ". Marcel Gleize, le journaliste qui signait des articles haineux contre la grève, s'épancha dans un long article revenant sur la présence de Doriot " Évidemment cette mémorable journée n'a pas ressemblé à un congrès de joueurs de boules ! Mais la question posée était la suivante : " Jacques Doriot parlerait-il au Teil alors que les communistes avaient fait le serment qu'il ne ferait aucune conférence même dans les environ. " Or, Jacques Doriot est venu au Teil, et il a parlé 35 minutes au milieu de la Rue de la République. Son discours a été même diffusé par haut-parleurs sur toute la ville et il a établi une véritable mise en accusation de l'agitateur Doucet.

Dans son discours, il a placé la question sur son vrai terrain : " Pourquoi les communistes ne veulent-ils pas que la classe ouvrière vienne m'écouter ? Parce qu'ils ont peur que les ouvriers comprennent ce que j'ai à dire ! "

En fait il voulait une confrontation avec Doucet, " Doucet serait venu à la tribune et sous nous serions expliqué sur ce qui s'est réellement passé aux usines Lafarge. " Il ajoutera pour justifier sa présence " Mais voyons, toute une séquelle de députés communistes sont venus ces temps derniers donner des réunions publiques (non interdites...) à la Maison du Peuple (...) "

La relation du discours se poursuit sur toute une gamme de propos visant à stigmatiser les communistes et le secrétaire départemental du Syndicat C.G.T, Doucet, à qui il prêtait certainement des pouvoirs que celui-ci n'avait pas : " Oui, il faut que les braves gens se rendent compte de ce que deviendrait la vie si ceux-là devenaient les maîtres et vers que abîme ou quel enfer nous allons si le Gouvernement continue à prendre pour règle de ne leur causer aucune peine.

Au Teil, nous avons été servis ! Le sieur Doucet avait obtenu du ministre contrairement à l'avis de tous ceux qui avaient voix au chapitre en Ardèche, l'ordre que soit pris l'arrêté d'interdiction de la réunion Doriot (...) "

Le journaliste conclura par ces mots " (...) Marquons donc la journée d'une pierre blanche. Mais hélas, la question essentielle au Teil reste toujours celle de la réouverture des usines de Lafarge. Le déploiement de violences et de haines révolutionnaires auxquelles se sont livrés les communistes dimanche n'est certes pas fait pour en hâter la solution favorable qu'attend cependant, et avec quelle anxiétude ! toute une population. "

*Dans l'évocation historique de cette période parue dans *Ardèche terre d'histoire*⁴⁷ il est noté que 4.000 personnes participaient à la manifestation contre Doriot.*

Le 18 février la Commission paritaire départementale de conciliation fut réunie à la préfecture de l'Hérault, afin de se prononcer sur la situation des usines Lafarge de Sète et Frontignan⁴⁸. Elle était placée sous la présidence de M. Max Martin, secrétaire général de l'Hérault. Cette commission comprenait MM. Molinié et Vidal, représentants des patrons et MM. Ceccaldi, Domenech et Collot⁴⁹ pour la délégation ouvrière. La commission considéra, selon les mots parus dans la presse : " Que les patrons et les ouvriers ont en ce moment entre eux un différend sur les modalités de la reprise du travail aux usines. "

⁴⁷ Ouvrage déjà cité.

⁴⁸ Compte-rendu paru dans *Le Petit Méridional* du 19 février 1938 (Médiathèque Émile Zola, Montpellier, Bibliothèque numérique).

⁴⁹ Collot Paul était depuis 1937, secrétaire de la Commission exécutive de la Bourse du Travail de Sète. Voir la biographie établie dans le *Maitron* par Jean Sagnes.

Cependant, les choses sont claires quand l'on poursuit la lecture “ *Les patrons entendent ne rouvrir l'usine que quand il leur plaira et avec tels ouvriers qu'ils jugeront bon de reprendre.* ” De leurs côtés, “ *Les ouvriers demandent la réouverture immédiate de l'usine et qu'aucune sanction ne soit prise pour fait de grève.* ”

La commission paritaire départementale proposa un texte afin de concilier directeurs et ouvriers sur une reprise immédiate du travail ; “ *1- Evacuation ; 2- Expertise ; 3- Reprise immédiate du travail ; 4- Réintégration de tout le personnel dans un délai de quarante-cinq jours maximum.* ”

Les représentants ouvriers acceptèrent cette proposition, les directeurs de l'usine la refusèrent. Devant cet état de fait, la commission estima inutile de poursuivre la procédure de conciliation et mit en demeure les parties de recourir directement à un autre arbitrage.

Le 28 février, les ouvriers des usines Lafarge de Sète organisèrent une réunion à la Bourse du Travail⁵⁰. Ils avaient invité “ *le soi-disant* ” Comité pour la reprise du travail afin de réfuter devant eux les “ *calomnies tendancieuses d'instruction patronale* ”. Cette réunion se déroula en présence de Jean Arnaud, secrétaire du syndicat ; Capdet, délégué ouvrier de l'usine de Sète et Salvator, délégué de la Fédération nationale du Bâtiment. Tout à tour, ils expliqueront que malgré les multiples provocations patronales, les ouvriers en accord avec leur fédération, avaient tout fait, depuis le début octobre 1937 pour éviter le conflit. Seule l'intransigeance de la firme Lafarge qui voulait à tout prix éliminer la C.G.T que fin, décembre, les ouvriers ont dû entrer en grève pour sauvegarder leurs avantages acquis. Ils rappelèrent les refus successifs de la direction et ils déclarèrent : “ *Le Syndicat tend une main fraternelle aux ouvriers qui ont été trompés par les agents du patronat et les assure que s'ils veulent reprendre leur place à côté de leurs camarades dans la lutte, ils seront considérés par ceux-ci comme des camarades, s'ils continuent à rester de l'autre côté de la barricade ils se rendront responsables de la prolongation du conflit et de l'aggravation de la misère dans les foyers ouvriers, car le Syndicat C.G.T, fort de l'appui de la grande majorité des ouvriers, est décidé à continuer la lutte jusqu'à satisfaction, car ils ne laisseront en aucun cas porter atteinte aux droits légitimes des travailleurs.* ”

Le conflit s'éternisa devant l'intransigeance patronale et Charles Doucet revint, par un long article, sur le conflit de Lafarge dans *L'Humanité* du 1^{er} mars 1938. Sous le titre “ *Par suite de manœuvres patronales* ” : “ *Le conflit des usines Lafarge, au Teil, dure depuis plus de deux mois.* ” Faisant écho à ce que nous venons de voir pour la commission paritaire de conciliation de l'Hérault, il écrivit : “ *Cette grève qui dure depuis plus de deux mois n'aurait pas dû avoir lieu si la direction s'était pliée aux lois et avait répondu à l'appel des commissions de conciliation départementales.* ” Il mit cette attitude en rapport avec la volonté patronale qui s'exprime dans plusieurs conflits sur le territoire national : “ *Mais la direction a cru, que le moment était venu de briser définitivement les accords Matignon, en supprimant purement et simplement le contrat collectif et ceux qui en étaient les défenseurs ou les responsables dans son application.* ”

Il expliqua que pour briser la grève des dizaines de milliers de francs furent dépensés en affiches et tracts injurieux bien souvent pour les militants. Il aurait pu mentionner le rôle d'une certaine presse, bien présente dans cette évocation. Pour illustrer le climat, un petit article est mis en regard de celui de Doucet, il s'intitule : “ *Un provocateur tire sur un gréviste et le blesse* ”. Suite à une discussion sur la grève, un gréviste est provoqué à son domicile par un ouvrier hostile à la grève et par ailleurs, d'après le journal, sympathisant du P.P.F. Devant le refus du militant gréviste d'ouvrir sa porte, le non gréviste tira deux coups de revolver, l'un en l'air et l'autre à travers la porte. Le militant reçut la balle dans le pied et celle-ci par ricochet blessa à la cuisse sa fille âgée de 10 ans. La population se rassembla rapidement et peu après la gendarmerie arrêtait l'agresseur, sous les cris de colère des travailleurs assemblés.

Pendant tout le conflit, les ouvriers maintinrent en état leur outil de travail.

⁵⁰ Communiqué du bureau syndical paru dans *L'Éclair* du 2 mars 1938. Il corrobore en partie la relation que m'avait faite Jean Arnaud, en ce qui concerne son action.

Le 31 mars 1938, Léon Jouhaux et Charles Doucet tinrent au Teil un meeting qui regroupa 6.000 personnes⁵¹. Le 9 avril, la direction accepta de réouvrir l'usine, mais ne réembaucha que les ouvriers "fidèles". Quant aux autres il y eut de vagues promesses de réembauchage qui ne furent pas tenues.

À Sète, Jean Arnaud me relata que le mouvement leur avait permis d'obtenir satisfaction sur leurs revendications. Six des sept délégués qu'ils étaient furent réembauchés après un arbitrage national au cours duquel ils étaient défendus par "un maître du barreau de Paris, M^e Estival". Seul le "père" Capdet, me dit-il, ne fut pas réembauché. Devant mon interrogation il me répondit "Je vais te l'expliquer...mais je ne voudrais pas que cela paraisse...". Vingt-sept ans après l'entretien et soixante-quinze ans après les faits je peux dire aujourd'hui le motif de ce renvoi que me confia Jean Arnaud : "Il avait giflé le directeur qui ne lui avait jamais pardonné."

L'Humanité du 15 septembre 1938 donnait des chiffres concernant les profits de plusieurs entreprises. Ceux de Lafarge sont à connaître : "Société des chaux et ciments de Lafarge et du Teil, avec un capital de 8.800.000 fr., bénéfice en 10 ans, de 1927 à 1938 : 148 millions de francs."

En mars 1939, les dirigeants syndicaux du Teil furent condamnés à la prison ferme. Jean Garnier fut condamné en mars 1939 par le tribunal correctionnel de Privas à un mois de prison pour faits relatifs à la première grève, et à un mois de prison avec 50 francs d'amende pour la seconde. Adrien Soubeyran quant à lui fut poursuivi pour "violences, entraves à la liberté du travail" et il fut condamné à un mois de prison avec 50 F d'amende pour la grève de juin 1937 puis à un mois de prison pour celle de décembre 1937-avril 1938.

Lafarge entra dans la voie de la collaboration économique. Le ciment étant un produit hautement stratégique et les Allemands en furent de gros consommateurs. Garnier et Soubeyran participèrent avec les F.T.P.F à la libération de la France. Jean Arnaud à Sète, mena également des actions de sabotage dans l'usine même pour ralentir la production, sabotage de la chaudière. Il distribuait des tracts en ville avec son épouse qui tenait un magasin de marchand de journaux. Il fut arrêté en même temps que le cheminot Pierre Arraut, le 1^{er} avril 1942, mais sera relâché. Il gardait un souvenir très présent de l'arrivée des allemands à Sète, le 11 novembre 1942.

Au début du mois de septembre 1944, les résistants ardéchois demandèrent des comptes à Lafarge. Le 19 septembre, un ingénieur des mines, Raphaël Elvadre⁵² accompagné de Gaston Chizat⁵³ représentant la C.G.T Drôme-Ardèche proposa à l'assemblée des travailleurs de l'entreprise, la mise sous séquestre de l'usine du Teil. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, les personnels firent "Le serment solennel de rester unis pour faire de l'usine une entreprise modèle où le travail sera à l'honneur, où chacun étant payé selon ses mérites, travaillera au maximum de ses moyens"⁵⁴.

Jusqu'à la retraite Jean Arnaud fut un dirigeant actif du syndicat C.G.T de Lafarge. Après sa retraite, il passait tous les jours à la Bourse du Travail de Sète. Il continuait à donner "un coup de main" à la mutuelle des travailleurs sétois, dont il avait été un des administrateurs depuis sa création en 1963.

Jacques BLIN

* * *
*

⁵¹ Ardèche terre d'histoire, ouvrage déjà cité.

⁵² Raphaël Elvadre, ancien administrateur d'une société belge, avait refusé la collaboration avec les Allemands et s'était réfugié en Ardèche où il avait rejoint la Résistance.

⁵³ Gaston Chizat : Chef de bureau EDF ; syndicaliste CGT de Valence (Drôme). Travaillant à Valence (Drôme), Gaston Chizat fut élu à la commission de contrôle de la Fédération CGT de l'Éclairage à l'issue de son XVI^e congrès (Paris, 17-20 septembre 1946). En mars 1950, il était chef de bureau au centre de Valence ; il participa à la grève, fut révoqué pour cette raison et dut attendre 1956 pour être réintégré. Voir biographie dans le Maitron.

⁵⁴ Relaté dans l'article de Pierre Bonnaud déjà cité : "1944-1947. Le séquestre de l'entreprise Lafarge en Ardèche", Cahier de Mémoire d'Ardèche et Temps Présent, n°100, 200"

LES PASSAGES CLANDESTINS À MAUREILLAS (PYRÉNÉES-ORIENTALES) ET LA RÉPRESSION ALLEMANDE (1943-1945)

Du Couserans au Vallespir, le réseau étasunien WI-WI (OSS) :

Dans le compte-rendu de l'ouvrage *La batalla del Pirineu. Xarxes d'evasió aliades al Pallars Sobirà, a l'Alt Urgell i a Andorra durant la Segona Guerra Mundial*⁵⁵ que nous avons publié dans le n° 20 du *Midi rouge*⁵⁶, nous avons signalé que l'une des contributions, celle d'Annie Rieu-Mias, avait révélé l'existence d'une filière vallespirienne d'un réseau de passages clandestins vers l'Espagne créé à l'initiative des services secrets américains, l'OSS⁵⁷. Le réseau WI-WI qui en dépendait, fut en effet très actif dans les Pyrénées centrales, entre le Couserans (Ariège) et le Pallars Sobirà. L'histoire de cette filière du réseau est révélée dans cet ouvrage par Annie Rieu-Mias⁵⁸. Même dans l'Ariège, où le réseau connut son activité la plus intense, cette histoire est restée longtemps méconnue. Son historienne a disposé d'un document écrit de premier ordre — qu'elle a complété en recueillant des témoignages oraux —, les mémoires manuscrites du fondateur et principal animateur du réseau, Jean-Marie Morère⁵⁹ né en 1896 à Soueix (Ariège), en Couserans, dans la vallée du Salat. Il avait intégré la police de Marseille le 1^{er} mai 1921. Hostile à Vichy, il avait quitté la police en mars 1943 et était passé en Espagne. À Madrid, il avait pris contact avec le consulat des États-Unis puis rentra clandestinement en France par le Pallars et le Couserans en juin 1943. De retour à Marseille, le 6 juin, il structura le réseau et en prit le commandement. Il organisa une première filière par le Couserans et le Pallars où il savait pouvoir recruter des agents. Cette filière chargée de l'acheminement de documents (informations sur les mouvements et les dispositifs des forces de l'Axe en France) destinés aux Alliés fonctionna sans problème jusqu'à la Libération.

Parallèlement, Morère structura une seconde filière de WI-WI par le Roussillon et le bas Vallespir. Il s'appuya sur un collègue de la police marseillaise René Llauro⁶⁰ bientôt muté à Nîmes. Llauro lui recommanda de se mettre en relation avec son oncle, Mathias Barcelo, originaire de Las Illas⁶¹ mais partiellement installé à Maureillas. Morère rencontrait Barcelo au café de la Source à Perpignan afin d'organiser les passages. Annie Rieu-Mias n'en savait pas davantage sur cette filière du réseau WI-WI. Nous avons eu l'occasion d'effectuer des recherches complémentaires à la demande de M. Jean Pianelli, fils d'un l'instituteur de Maureillas qui "travailla" pour la filière vallespirienne de WI-WI et qui fut arrêté

⁵⁵ Josep CALVET BELLERA, Annie RIEU-MIAS, Noemí RIUDOR-GARCIA, pròleg Jordi GUIXÉ i COROMINES, Tremp, Garsineu Edicions, 2011, 208 p.

⁵⁶ Décembre 2012, pp. 17-19.

⁵⁷ *Office of strategic services*. Créé le 13 juin 1942, il avait pour tâche de recueillir des informations, de mettre au point et de coordonner des actions clandestines. Il fut actif sur les divers théâtres d'opérations de la Seconde Guerre mondiale où les États-Unis furent présents.

⁵⁸⁵⁸ *Op. cit.*, 2011, pp. 27-90 : "La xarxa WI-WI (OSS) : una organització francoamericana i la seva línia transfronterera Coserans-Pallars (1943-1944)". Annie Rieu-Mias approfondit le travail de Claude Delpla (DELPLA, "Le réseau WI-WI (OSS) un réseau de renseignements franco-américain (1943-1944), *Bulletin de la Société ariégeoise Sciences, Lettres et Arts*, 1989, pp. 9-16.

⁵⁹ De ce fait, le réseau WI-WI était connu aussi sous le nom de "réseau MOR" (de Morère). "Mor" était aussi un des pseudonymes de clandestinité de Jean-Marie Morère.

⁶⁰ René, Emmanuel, Simon Llauro né à Maureillas le 28 octobre 1908 et mort le 28 novembre 1966 à Nîmes était le fils de François, Pierre Joseph Llauro, tonnelier, né le 8 septembre 1882 à Maureillas et de Mélanie, Rose Françoise Barcelo, née à Las Illas 14 mai 1885 (Arch. com. Maureillas et Las Illas, acte de naissance de Mélanie Barcelo et acte de mariage entre François Llauro et Mélanie Barcelo, Maureillas, 22 février 1908 ; ADPO, 2 E 4776, état civil de Maureillas, 1903-1916).

⁶¹ Petite commune frontalière et montagnarde, fusionnée —ainsi que sa voisine Riunogués— avec Maureillas en 1972.

—cinq mois après Mathias Barcelo— le 21 juin 1944 par la police allemande et déporté en Allemagne. Nous en savons à présent davantage sur cette filière démantelée entre janvier et juin 1944 dont il n'est pas fait mention dans un petit article de synthèse sur Maureillas sous l'occupation allemande⁶² ni dans les ouvrages de Jean Larrieu et Ramon Gual, d'Émilienne Eychenne⁶³.

Des recherches récentes nous ont amené à mieux connaître cette filière et ses acteurs. La récente attribution du nom de “ Laurent-Pianelli ” à l'école primaire de Maureillas (28 septembre 2013) a permis de la relancer. Christine Langé, conservatrice des archives départementales des Pyrénées-Orientales, a suggéré à M. Jean Pianelli, fils de Laurent Pianelli, de prendre contact avec nous afin d'en savoir davantage sur les conditions de l'arrestation de son père le 21 juin 1944. Nous l'avons joint et, le 30 octobre 2013, avons eu un premier entretien avec lui⁶⁴. Nous avons eu accès à ses archives (dossier Laurent Pianelli). Nous avons complété nos recherches aux archives départementales⁶⁵, à la mairie de Maureillas (état civil) et avons eu des entretiens avec d'autres témoins ou des apparentés (Jean Barcelo⁶⁶, neveu de Mathias Barcelo ; Jeannette Camo⁶⁷, de Cerbère, mais qui était présente à Maureillas lors de l'arrestation de Laurent Pianelli ; Thérèse Barcelo⁶⁸, nièce de Mathias Barcelo). Or, comme nous le verrons, Laurent Pianelli fut en contact avec Mathias Barcelo. Parmi les personnes qui, à Maureillas ou depuis Maureillas furent des agents recrutés par Mathias Barcelo, nous savons par Annie Rieu-Mias⁶⁹ qu'il y avait “ Marti ” (ou “ Marty ” ?) et “ Ignacio ” — des pseudonymes ? — qui restent à identifier.

Mathias Barcelo (1894-1944) et WI-WI :

La filière vallespirienne de WI-WI vit le jour à Marseille, pendant l'été 1943 à l'initiative de Jean-Marie Morère, créateur du réseau WI-WI. Il savait qu'il pouvait compter sur la collaboration de l'un de ses collègues de la police marseillaise, muté récemment à Nîmes. Étienne Llauro appartenait à une famille de gauche originaire de Maureillas et de Las Illas. Ses oncles⁷⁰—frères de sa mère⁷¹ Mélanie, née Barcelo — étaient proches de la SFIO à laquelle Pierre Barcelo adhéra. Llauro mit en contact Morère et son oncle Mathias Barcelo, éleveur à las Illas (mas Nou) et Maureillas.

⁶² Pierre CANTALOUBE, “ Maureillas sous l'occupation allemande ”, *Cahiers de la Rome*, association pour le patrimoine de la vallée de la Rome, 19, Maureillas, 2009, p. 65-71.

⁶³ Jean LARRIEU, tome I, “ Chronologie des années noires ”, *Terra Nostra*, 89-90, Prades, 1994, 400 p. ; Ramon GUAL & Jean LARRIEU, tome II a, “ Els alemanys fa (pas massa) ... temps ”, *Terra Nostra*, 91-92, Prades, 1996, 424 p. ; “ Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane ”, tome II b, “ De la Résistance à la Libération ”, *Terra Nostra*, 93-94-95-96, Prades 1998, 687 p. L'arrestation de Laurent Pianelli est signalée in LARRIEU, 1994, p. 290 avec, toutefois, la mention erronée d'une déportation à Buchenwald. Son nom figure aussi à la p. 1053 de GUAL & LARRIEU, 1998, sur une liste de déportés résistants morts en déportation. Le nom de Laurent Pianelli est ignoré par Émilienne Eychenne (*Les portes de la Liberté. Le franchissement clandestin de la frontière espagnole dans les Pyrénées-Orientales de 1939 à 1945*, Toulouse, Privat, 1985, 285 p.) qui ne l'inclut pas parmi les passeurs du département, comme d'ailleurs Mathias Barcelo et René Llauro. Elle mentionne cependant, p. 229, Michel Pianelli parmi les “ évadés de France ” par les Pyrénées-Orientales. Il s'agit en fait du frère de Laurent Pianelli.

⁶⁴ Entretien avec M. Jean Pianelli, Porté-Puymorens, 30 octobre 2013.

⁶⁵ Mais celles-ci ne sont à ce jour pas finalisées. Le dépouillement de cotes supplémentaires nous permettra de compléter notre connaissance de cette affaire et de préciser certains points pour lesquels nous nous contentons provisoirement des hypothèses. La rédaction de notices biographiques de Mathias Barcelo et de Laurent Pianelli pour le *DBMOMS* en sera l'occasion.

⁶⁶ Né en 1940, ancien maître de conférences (mathématiques) à l'université de Perpignan, maire de Maureillas de 1977 à 1989).

⁶⁷ Jeanne Camo, née à Cerbère en 1930 est la soeur d'Armande Maillat-Camo (notice du *DBMOMS* par Jacques Blin). Sa mère était institutrice, profession qu'elle embrassa elle aussi. Au printemps 1944, la famille Camo fut déplacée comme la majorité des habitants des communes du littoral. Elle résida à Maureillas où elle sympathisa avec les Pianelli auxquels elle demeura attachée après l'arrestation de Laurent.

⁶⁸ Entretiens téléphoniques, 15 novembre et 2 décembre 2013. Fille de Pierre Barcelo, agriculteur (Maureillas, 8 mars 1903 ; Prades, 24 février 1994), maire socialiste de Maureillas (1945-1977).

⁶⁹ RIEU-MIAS, *op. cit.*, 2011, p. 30.

⁷⁰ Mathias Barcelo (1894-1944) et Pierre Barcelo (1903-1994).

⁷¹ Mélanie, Rose, Françoise Barcelo, née à Las Illas le 14 avril 1885.

Mathias Barcelo qui “*détestait la politique de Vichy et des Nazis (...) avait le tort de le dire tout haut*” dans un village où la douane allemande était présente. Il devint le pilier de la filière vallespirenne de WI-WI⁷². Son frère, Pierre Barcelo, ne pouvait la désigner comme telle en septembre 1944 lorsqu’il signa une déposition⁷³ relatant les circonstances de son arrestation et de son décès (20-21 janvier 1944). En effet, il ne pouvait en connaître le nom et le détail de son fonctionnement. Il précisa qu’ “*il menait une grande activité et travaillait pour le service d’espionnage des Alliés*” et qu’ “*il portait toutes les semaines en Espagne le courrier que des agents de liaison lui confiaient à Perpignan. Il était en contact avec un nommé Morère agent de police de la ville de Marseille révoqué par Vichy pour menées patriotiques*”⁷⁴. Annie Rieu-Mias⁷⁵ indique brièvement quel fut son rôle. Elle précise que Morère et Mathias Barcelo se rencontraient à Perpignan au café de la Source (près du Pont d’en Vestit). Dans sa déposition, son frère Pierre affirme que “*(...) Mathias accomplissait sa tâche qu’il savait dangereuse en s’entourant de toutes les garanties voulues.*” Il ajoutait que “*Personne n’était au courant de son travail, moi qui étais son confident et son propre frère, il ne s’était jamais confié.*” Pourtant quelques lignes plus loin, il révélait une des confidences faites par Mathias : “*Deux jours avant son arrestation, il m’a confié avoir un pli contenant cent mille francs à remettre à une personne ; que cette dernière avait quitté son domicile et qu’il était bien ennuyé. J’ai appris depuis qu’il s’agissait de Mr. Morère qui avait été traqué par la Gestapo et avait quitté précipitamment Marseille pour se réfugier chez un ami dans les Basses-Alpes*”⁷⁶. Cette déposition de 1944 confirme ce que Morère a écrit dans ses *carnets*, principale source écrite d’Annie Rieu-Mas. Peu de temps avant son arrestation, Mathias aurait confié à son frère Pierre qu’il avait en sa possession un pli contenant 100 000 francs qu’il devait remettre à Morère mais que ce dernier, menacé, avait dû fuir précipitamment afin de trouver un refuge dans les Basses-Alpes⁷⁷. Pensant que la Gestapo n’était pas au courant des activités de son frère, il soupçonnait les adhérents de la Milice à Maureillas⁷⁸.

Pierre Barcelo soupçonnait en particulier l’un des miliciens bien en vue de Maureillas d’être le dénonciateur de son frère et de ses activités. Il mit nommément en cause Joseph Paillès⁷⁹ avec qui il s’était entretenu alors que, après l’arrestation de Mathias, il l’avait surpris pénétrant en automobile dans l’établissement thermal du Boulou⁸⁰ accompagné d’Henri Treyeran chef départemental adjoint de la Milice des Pyrénées-Orientales⁸¹. Tous deux se rendaient auprès de la police allemande qui avait arrêté Mathias.⁸² Le maire de Maureillas, Pierre Solé, avertit le lendemain Pierre Barcelo que son frère s’était “*suicidé*”⁸³ dans sa cellule. Il demanda à voir le corps dont l’examen le convainquit qu’il ne pouvait s’être pendu comme on le lui avait dit mais qu’il avait été étranglé. Le docteur Puig, de Maureillas, avait

⁷² Arch. privées Thérèse Barcelo, “*Déposition de Monsieur Barcelo Pierre, propriétaire à Maureillas contre Monsieur Paillès Joseph, propriétaire dans cette commune instigateur de l’assassinat de son frère Mathias Barcelo le 21 janvier 1944*”, document dactylographié, 5 p. [cosigné par les frères de Pierre Barcelo, Michel et Jacques, “*fait à Maureillas le Onze Septembre 1944*”. Le document n’indique pas devant quelle autorité cette déposition a été faite.], p. 5.

⁷³ Déposition de Pierre Barcelo, *Doc. cit.*

⁷⁴ Déposition de Pierre Barcelo, p. 5.

⁷⁵ RIEU-MIAS, *op. cit.* 2011, p. 50.

⁷⁶ Déposition de Pierre Barcelo, p. 5. Annie Rieu-Mas évoque (p. 84) le départ de Morère de Marseille pour Forcalquier (Basses-Alpes, aujourd’hui Alpes-de-Haute-Provence).

⁷⁷ Déposition de Pierre Barcelo, p. 5 ; ces détails consignés dans cette déposition à un moment où Pierre Barcelo n’avait pu contacter encore Jean-Marie Morère coïncident avec le récit que celui-ci fit de son action. (RIEU-MIAS, *op. cit.* 2011, p. 86),

⁷⁸ Au nombre de trois (ADPO, 31 W 320).

⁷⁹ Michel, Joseph, Henri Paillès, agriculteur, né et mort à Maureillas (8 novembre 1920-9 mars 1967) était milicien et franc garde (ADPO, 26 W 41 ; 31 W 16 ; 31 W 220, listes de condamnés par la Cour de justice ; listes des miliciens, du SOL et des membres du PPF).

⁸⁰ Implanté cependant dans la commune de Maureillas. Cet établissement abritait à la fois la police et la douane allemandes.

⁸¹ Buraliste, place Arago à Perpignan, il fut abattu le 3 février 1944 par un membre des Groupes francs de Libération dépêché par Louis Torcatis (1904-1944), leur chef régional “*réfugié*” en Aveyron.

⁸² Déposition de Pierre Barcelo, pp. 2-3.

⁸³ L’acte de décès de Mathias Barcelo indique qu’il décéda à l’établissement thermal, sans faire mention d’un “*suicide*” (Arch. com. Maureillas, état civil, décès de Mathias Barcelo, 21 janvier 1944).

Le Midi Rouge

été appelé afin d'effectuer le constat du décès. Dans sa déposition, Pierre Barcelo expliqua que le médecin trouvait cette mort " *louche* ". Ce dernier aurait ajouté : " *mais nous ne pouvons rien contre ces gens-là* ". Ayant accepté dans un premier temps de rédiger un certificat de décès à l'intention des frères de Mathias dans lequel il indiquait que la cause de la mort était la strangulation, il écrivit une seconde version dans laquelle il concluait à une mort par " suicide " ⁸⁴. Jean-Marie Morère sut, par un courrier qui lui parvint de Madrid par la filière du Couserans-Pallars de WI-WI que Mathias Barcelo avait été arrêté et exécuté ⁸⁵. Pour terminer signalons que la famille a pu faire graver sur la pierre tombale de Mathias Barcelo au cimetière de Maureillas des mot qui, n'ayant pas été contredits, ont fait l'objet du consensus : " *assassiné le 21 janvier 1943 à l'établissement thermal du Boulou. Mort au service de la Résistance* ".



Tombe de Mathias Barcelo, Maureillas. Cliché André Balent, décembre 2013

Nous savons toutefois que les dénonciateurs de Mathias Barcelo ont été confondus après la Libération. Il s'agissait de Nessim Eskenazi ⁸⁶ et de Robert Sors ⁸⁷, agents de la douane allemande chargés de démanteler les filières résistantes de passages vers l'Espagne. Étaient-ils en contact avec les miliciens de Maureillas ? Nos recherches permettront peut-être de le savoir.

La répression allemande et le démantèlement des activités de passages clandestins et de renseignements à Maureillas :

Dans l'immédiat, nous nous contenterons de considérer que Eskenazi et Sors ont permis l'arrestation non seulement de Mathias Barcelo mais aussi d'autres personnes de Maureillas impliquées dans une filière de passages qui ne peut être que WI-WI : en effet le lien entre Barcelo et Pianelli est confirmé par les sources orales. Et nous savons par ailleurs que la douane allemande demanda à Eskenazi et à Sors de mettre à jour les activités d'une filière groupant environ vingt personnes qui, près de Céret, faisait passer des gens en Espagne ⁸⁸. Dans leur notice biographique concernant Eskenazi, Marie Blanc et Christian Xancho indiquent que l'action du duo Eskenazi/Sors a permis l'arrestation de plusieurs personnes : Mach,

⁸⁴ Déposition ..., p. 6

⁸⁵ RIEU-MIAS, *op. cit.*, 2011, p. 86.

⁸⁶ Né à Constantinople (Istanbul) le 15 juin 1913. Juif de nationalité turque, naturalisé français en 1938, déchu de sa nationalité française, il arriva dans les Pyrénées-Orientales en janvier 1944. Apatride, il trouva à s'employer comme projectionniste au cinéma Le Castillet. Il fut employé par la douane allemande afin de démanteler des filières de passeurs vers l'Espagne et d'infiltrer des maquis (Marie Blanc et Christian Xancho, " Eskenazi (Nessim) ", in Gérard Bonet, André Balent, Étienne Fréney, Nicolas Marty, Michelle Ros (dir.), *Nouveau dictionnaire de biographies roussillonnaises*, I 1, *Pouvoirs et société*, A à L, Perpignan, Publications de l'Olivier, 2011, pp. 420-421.

⁸⁷ Né à Conques-sur-Orbieu (Aude) le 5 janvier 1944 (*Le Républicain*, 9 septembre 1944). Nous ne savons que peu de choses le concernant. Ses activités d'agent allemand sont évoquées aussi par Marie Blanc et Christian Xancho (*op. cit.*, 2011).

⁸⁸ Initialement les agents de WI-WI ne faisaient passer que des documents. Mais les passeurs, sur le terrain, pouvaient aussi faciliter le passage de personnes. Bien informés, Eskenazi et Sors, informés par ailleurs, savaient que Pianelli avait facilité le passage de son frère en Espagne.

Pianelli, Eugène Françon et Michel Barcelo. En ce qui concerne Michel Barcelo, il y a confusion avec son frère Mathias : Michel n'a pas été arrêté. Mais Eskenazi n'a pu être à l'origine de l'arrestation de Mathias et de son décès dans les locaux de la police allemande aux thermes du Boulou le 21 janvier 1944. En effet ce n'est que le 25 janvier qu'il arrive de l'Eure à Vernet-les-Bains afin de faire soigner sa tuberculose. Seul Sors aurait pu dénoncer et faire arrêter Mathias Barcelo. Nous ne savons rien de Mach. Par contre nous situons beaucoup mieux Eugène Françon⁸⁹ et, surtout, Laurent Pianelli instituteurs à Maureillas.

Laurent Pianelli (1912-1945) :

Laurent, Joseph, Antoine Pianelli était né à Paris le 17 décembre 1912. Son père, Jean Pianelli était corse. Né à Olmeto, il avait fait carrière dans l'armée et avait trouvé un emploi dans l'octroi à Paris. Entre temps, il avait épousé à Béziers une Andorrane⁹⁰, Bonaventura Torres, née à Canillo le 11 octobre 1892. Établis à Perpignan, rue Ferdinand Buisson, ils eurent deux enfants Michel et Jean. Laurent Pianelli fut reçu au concours de l'école normale de Perpignan. Après le service militaire, il fut en poste à Bena (commune d'Enveitg) en Cerdagne. Il se maria en 1936 avec Rosalie Marguerite Vives née à Porté⁹¹ le 16 novembre 1911 qui était devenue institutrice après avoir, elle aussi, été reçue au concours de l'école normale de filles de Perpignan. Elle fut nommée tout d'abord à Marians (commune de Souanyas) dans le Haut Conflent. À la rentrée scolaire de 1937, ils obtinrent un poste double à Maureillas dans le Bas Vallespir⁹².

Laurent Pianelli participa à la résistance à partir de 1943. Proche du parti socialiste, il connaissait bien Albert Gaillard⁹³, instituteur dans la commune voisine de Saint-Jean-Pla-de-Corts⁹⁴, militant actif de la SFIO et du SNI. Gaillard adhéra à Combat ou à Libération-Sud. En 1943, dans le cadre des MUR dont il devint l'un des responsables locaux pour la basse vallée de la Têt, il participa à la construction de l'AS dans les PO. La proximité entre Gaillard et Pianelli pourrait expliquer ce dernier ait intégré aussi les MUR et qu'il ait, dans ce cadre, participé à l'action du NAP⁹⁵. À Maureillas, Laurent Pianelli qui assurait aussi un service complémentaire de secrétaire de mairie⁹⁶ participa, en sa qualité d'agent P2 du NAP, à la confection de faux papiers. La liquidatrice du NAP, Évelyne Garnier alias "Anne"⁹⁷ a attesté de l'appartenance à ce service de Laurent Pianelli qui, pour son action résistante, fut aussi nommé, le 7 juillet 1947, sous-lieutenant à titre posthume⁹⁸. Laurent Pianelli a contribué aussi par son activité clandestine à l'effort de guerre allié en aidant des militaires américains ou britanniques à passer en Espagne. En témoignent les diplômes, citations décorations ou attestations posthumes envoyées à sa veuve par les Américains et les Britanniques. Une telle tâche ne pouvait être accomplie dans le cadre d'un réseau comme WI-WI qui avait établi le maillon de l'une de ses filières à Maureillas⁹⁹ mais dont l'activité n'était que le renseignement. Pourtant, la filière que la police et la douane allemandes avaient décidé d'éradiquer

⁸⁹ Nommé à Maureillas avec sa femme sur un poste double à la rentrée de 1941.

⁹⁰ La transhumance inverse vers le Bas Languedoc a amené la formation d'une colonie andorrane à Béziers dans le dernier tiers du XIX^e siècle

⁹¹ La commune ne portait pas encore le nom de Porté-Puymorens.

⁹² Archives privées de Jean Pianelli, fils de Laurent Pianelli ; entretien avec Jean Pianelli, Porté-Puymorens, 30 octobre 2013.

⁹³ Nous avons rédigé sa biographie pour le *DBMOMS*.

⁹⁴ Muté d'office le 1^{er} septembre 1940 à Corbère-les-Cabanes.

⁹⁵ Dont le chef départemental, Pierre Gineste (né en 1881), était un instituteur socialiste à la retraite issu du mouvement Libération-Sud (voir la notice biographique que nous avons rédigée pour le *DBMOMS*).

⁹⁶ Il fut nommé secrétaire de mairie par le conseil municipal, le 2 janvier 1942 (AC Maureillas, registre des séances du conseil municipal). Le maire était Pierre Solé, élu en 1925 et réélu en 1929 et 1935. Le conseil municipal élu en 1935 fut remplacé par une assemblée dont la première réunion eut lieu le 9 octobre 1944 (AC Maureillas, registre des séances du conseil municipal).

⁹⁷ Secrétaire générale adjointe du service NAP dont le chef était Claude Bourdet (1909-1996) : voir la notice du *DBMOMS* signée Gilles Morin.

⁹⁸ Archives privées de M. Jean Pianelli.

⁹⁹ *Ibidem*.

Le Midi Rouge

en utilisant les services de ses indicateurs, Sors et Eskenazi, effectuait des passages de personnes vers l'Espagne. Il avait sans doute été contacté par Mathias Barcelo. Nous savons aussi que, le 21 juin 1944, lorsque les deux agents de la douane allemande discutèrent avec Pianelli, ils lui demandèrent, pour le mettre en confiance, de les faire passer en Espagne comme il l'avait fait pour son frère Michel. En ne démentant pas ce fait, il confirmait leurs soupçons et hâtèrent son arrestation, pendant la nuit, à son logement de fonction¹⁰⁰. Comment Pianelli qui, par ses contacts avec Barcelo avait "travaillé" pour WI-WI, avait-il aussi contribué aux passages d'aviateurs américains et britanniques ? Quelle fut la chronologie de son activité de passeur ? A-t-il œuvré d'abord pour faire passer en Espagne des messages, ou, au contraire, des personnes ? Dans le cadre de réseaux autres que WI-WI ? Autant de questions qui demeurent en suspens.

Transféré à la citadelle de Perpignan Laurent Pianelli y fut d'abord interrogé, puis conduit à la prison Saint-Michel de Toulouse puis à Compiègne, d'où il partit le 15 juillet 1944 avec un convoi qui en trois jours l'amena au camp de concentration de Neuengamme où il mourut, après sa libération, le 9 juin 1945, des suites d'une tuberculose à Bossum dans un hôpital militaire britannique¹⁰¹.



Laurent Pianelli, arch. Privées Jean Pianelli. Reproduction et retouches André Balent

Le 24 juin 1944 son collègue, Eugène Françon¹⁰², en poste à Maureillas avec sa femme depuis la rentrée de 1941, fut lui aussi arrêté par la police allemande¹⁰³. Transféré à la citadelle de Perpignan puis à Compiègne, le convoi qui l'amenait en Allemagne fut intercepté par les troupes de Patton. Il évita donc la déportation. On peut supposer, que, du fait de sa proximité avec Pianelli, il ait, également, participé au fonctionnement de la même filière. Eugène Biaud époux secrétaire de mairie de Maureillas¹⁰⁴ se réunissait dans le logement de fonction des époux Pianelli, avec deux ou trois autres personnes dans les semaines qui

¹⁰⁰ Conversation téléphonique avec Mme Jeanne Camo, 16 novembre 2013. Jeanne Camo a assisté à l'arrestation. Ayant vu Eskenazi et Sors lorsqu'ils allèrent rencontrer Laurent Pianelli, elle nous a expliqué que ce dernier n'étant pas en classe à ce moment-là, ils allèrent l'attendre devant la mairie afin d'engager la conversation. Jeanne Camo et sa mère virent Sors et Eskenazi à Perpignan quelques temps après. Lorsqu'ils les virent et les reconnurent, ils prirent la fuite.

¹⁰¹ Archives privées Jean Pianelli, *Livre mémorial de la déportation* consulté le 29 octobre 2013 sur le site de la Fondation pour la mémoire de la déportation (http://www.bddm.org/liv/index_liv.php)

¹⁰² Sur lequel nous ne savons que peu de choses.

¹⁰³ CANTALOUBE, *op. cit.*, 2009, p. 71 ; Jean LARRIEU, *op. cit.*, 1994, p. 291.

¹⁰⁴ Le registre des procès verbaux du conseil municipal de Maureillas (compte rendu de la séance du 27 janvier 1944) indique que Mme Dolorès Biaud avait été confirmée, à titre temporaire, comme adjointe au secrétaire de mairie (Laurent Pianelli) fonction qu'elle occupait depuis août 1943.

précédèrent l'arrestation de leur hôte¹⁰⁵. Or, Biaud s'était enfui (en Espagne, au maquis ?) après l'arrestation des deux instituteurs de Maureillas¹⁰⁶. Sa femme fut à son tour arrêtée le 22 juillet 1944¹⁰⁷.

Clandestinité et solidarités familiales transfrontalières :

Nous savons aussi que Mathias Barcelo avait des contacts avec le Comaulis, des cousins de la Vajol qui habitaient dans un mas juste après la frontière qui travaillaient aussi pour la filière dont il fut le pilier. L'itinéraire pédestre, après Maureillas, partait de Riunogués (où était situé le mas de la famille Paillés, dont le fils était franc garde de la Milice. Il atteignait la frontière au col del Portell, à proximité du mas Nou (ancienne commune de Las Illas) résidence de Mathias Barcelo à la " montagne " (il était éleveur). Les Comaulis étaient ainsi le premier maillon de la filière en territoire espagnol. Une fois de plus les solidarités familiales transfrontalières montraient leur efficacité, pour cette activité clandestine comme pour d'autres. Il est clair que les liens matrimoniaux fréquents entre les familles des villages limitrophes de part et d'autre de la frontière permettaient de tisser des réseaux de solidarités. La filière vallespirienne du réseau WI-WI (et son prolongement ampourdanais) en est un exemple supplémentaire.

Nous savons aussi par les témoignages de ses neveux que Mathias Barcelo connaissait bien — il était son ami— François Dabouzi (1907-1987), passeur émérite de Las Illas qui fut un agent de nombreux réseaux de passage et avait de nombreux contacts dans les villages ampourdanais. Nous savons que Dabouzi était en contact avec l'OSS et " travailla " pour cet organisme étatsunien. Mais il n'a pas été lié à WI-WI qui mena son action en Vallespir, indépendamment des siennes. De plus, il fut arrêté en septembre 1943, au moment même où WI-WI s'implantait en Vallespir grâce à l'activité de Barcelo. Il n'est donc pas prouvé, mais pas exclu par ailleurs, qu'avant de s'engager dans WI-WI, Barcelo ait pu " travailler " avec Dabouzy. Leurs relations avec des habitants de villages de l'Ampourdan —la Vajol, Maçanet de Cabrenys ou Boadella, pour n'évoquer que ceux-là— se recoupaient.

André BALENT

*
* * *

EXIL POLITIQUE EN LANGUEDOC PENDANT LA GUERRE FROIDE

Moins de deux ans après la capitulation allemande, l'Europe risque une reprise des conflits. Dessinée à Yalta, la politique des " blocs " s'affirme en 1947. Le " rideau de fer ", selon l'expression de Churchill, induit des interdits qui vont bouleverser pendant quatre décennies la circulation et les échanges sur ce continent. La phase la plus intense de la " Guerre froide ", la première, dure jusqu'en 1956, année de la dissolution du Kominform et de l'émergence du concept de " coexistence pacifique ".

L'exopolitie¹⁰⁸ :

¹⁰⁵ Conversation téléphonique avec M. Jean Pianelli, 2 décembre 2013. M. Pianelli nous a dit que sa mère lui avait expliqué que, parmi les participants à ces réunions clandestines, il y avait un dénommé " Biaud ". Jean Pianelli, alors âgé de quatre ans se souvient de ces réunions auxquelles participait son père avec quelques hommes dans une pièce fermée de l'appartement.

Par ailleurs ; l'information publiée par Jean LARRIEU (*op. cit.*, 1994, p. 307) est erronée : " Madame Biaud femme du secrétaire de mairie (en fuite) ... ", car l'intéressée exerçait ces fonctions et non son mari. À moins que le cabinet du préfet, soruce de Jean Larrieu ait confondu ce dernier et Laurent Pianelli. Dans sa séance du 7 juillet 1944, le conseil municipal a nommé un nouveau secrétaire de mairie à titre provisoire, Maurice Bonnardit (AC, Maureillas, registre des séances du conseil municipal).

¹⁰⁶ CANTALOUBE, *op. cit.*, 2009, p. 71 ; LARRIEU, *op. cit.*, 1994, p. 309.

¹⁰⁷ *Ibidem*.

¹⁰⁸ Un néologisme inventé par Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002, 314 p. Autrement dit, une activité politique pratiquée dans les pays d'accueil par des immigrés.

Le Midi Rouge

La position des étrangers réfugiés pour des raisons politiques est remise en question. Depuis les années 1930, avec les bouleversements politiques en Europe centrale et orientale et la guerre civile en Espagne, l'exil politique l'a emporté sur l'émigration économique. Dans la typologie des mouvements migratoires, les réfugiés de cette époque se distinguent de ceux qui les ont précédés : ils ont été contraints à l'exil, poussés hors de leur pays. Dans leur pays d'accueil, ils restent des militants politiques. Aussi forment-ils des groupes distincts de ceux des immigrés économiques et il se crée entre les associations une conflictualité. En 1945, les communautés étrangères en France sont donc hétérogènes. Elles sont encore essentiellement d'origine européenne. Mais avec la fracture de 1947 qui scinde l'Europe, elles sont parfois déchirées tant les objectifs des uns et des autres sont différents et tant leur image, voire leur statut dans le pays d'accueil subissent le contrecoup de la Guerre froide.

Le recensement de 1946 dénombre 1 744 000 étrangers en France. Ce sont en très grande majorité (89%) des Européens. Trois communautés constituent 67 % du total : les Italiens (26 %), les Polonais (24 %), les Espagnols (17 %). Au terme de la phase la plus intense de la Guerre Froide, le recensement de 1968 place les Espagnols en tête (23 %) devant les Italiens (22%).

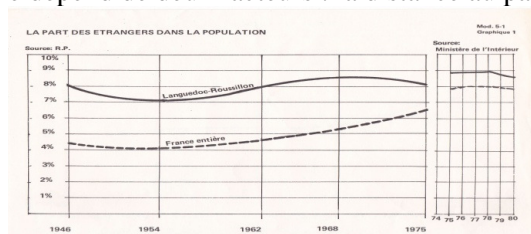
	1946	1954	1962	1968
Étrangers (total)	1 744 000	1 765 000	2 170 000	2 621 000
Italiens	451 000	508 000	629 000	572 000
Polonais	423 000	269 000	177 000	132 000
Espagnols	302 000	289 000	442 000	607 000
Portugais	22 000	20 000	50 000	296 000

INSEE, Chiffres arrondis.

Espagne, Pologne et Italie, ont connu de grandes crises politiques. Une partie de l'exil polonais de 1945 refuse un régime communiste, une autre y est favorable. L'exil espagnol est hostile au franquisme, mais seuls les communistes restent prêts à la lutte armée. L'exil politique italien date de la période fasciste qui s'achève avec la victoire des Alliés en 1945. En 1947, les trois communautés posent à leur pays d'accueil des problèmes différents.

La dominante espagnole en Languedoc-Roussillon :

En Languedoc-Roussillon, le pourcentage des étrangers est plus élevé que dans la moyenne française. La répartition spatiale dépend de deux facteurs : la distance au pays d'origine et les bassins d'emploi.



SOURCE : CRDP Montpellier, dossier 1982.

En région Languedoc-Roussillon, Espagnols et Italiens constituent près de 90% du total des étrangers, avec une nette prédominance des Espagnols – plus de 75% du total –. C'est l'inverse dans tout le sud-est où les Italiens sont les plus nombreux. Depuis les Alpes-Maritimes jusque dans l'Hérault¹⁰⁹, les indices d'isonymie sont supérieurs à 0,03860. Sète est une ville "italienne" si on en juge par l'origine de nombreux patronymes tandis que Béziers est hispanique. Entre ces deux villes se situe la frontière des flux dominants.

Les recensements de 1946, 1954 et 1962 montrent que les Espagnols se sont majoritairement installés dans le sud, au plus près des Pyrénées. C'est là que se retrouvent immigrés économiques souvent installés depuis deux générations et migrants politiques arrivés les derniers. L'axe Bordeaux-Montpellier délimite la zone de concentration la plus forte, dans 7 départements : Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Pyrénées-Atlantiques, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées et Ariège. Les Espagnols constituent dans cet espace plus de 1,5 % des populations départementales. Le pourcentage s'élève à 4,7 dans l'actuelle région Languedoc-Roussillon, 2,4 % en Midi-Pyrénées, 1,8 % en Aquitaine. Dans l'Hérault, au début de la Guerre froide, il y a 40 000 Espagnols sur 50 000 étrangers et une population totale de 500 000 habitants. Les Polonais, attirés par les zones minières et le travail dans le vignoble y sont au contraire le petit nombre : 577 en 1946 et 315 en 1954 (3 275 puis 1643 dans le Gard).

Asile politique et Guerre froide :

Tous les étrangers dépendent d'un statut protecteur défini au lendemain de la guerre. Mais deux ans après, la Guerre froide compromet le projet de 1945. Parmi les exilés politiques, tous ceux qui contrarient la nouvelle diplomatie risquent de perdre les droits afférents à leur statut de réfugiés : le premier texte français sur " Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France " avait suivi de peu la signature de la paix puisque l'ordonnance date du 2 novembre 1945. Elle prend en compte le devoir d'accueil et de protection. Ensuite, en 1951, la Convention de Genève avait déterminé le statut des réfugiés ; c'est en application de ses décisions que l'Office français des réfugiés et apatrides (OFPRA) fut créé en juillet 1952. Les textes sont tous d'inspiration humaniste. Pourtant, à partir de 1947, la Guerre froide impose d'autres facteurs. La France cesse de traiter sans discrimination les réfugiés politiques. Certes, le droit d'asile reste un principe fondamental. Mais la France revendique la légitimité des expulsions en cas d'ingérence dans la politique intérieure ou d'infractions à la législation –sauf risques majeurs encourus par les expulsés dans leur pays d'origine –. C'est le cas des Espagnols qui ne peuvent être expulsés. L'Espagne est la survivante des dictatures européennes détruites après la deuxième Guerre. Le cas de l'Italie qui tente de reconstruire une démocratie libérale et admet le pluripartisme est différent. Différent aussi celui de la Pologne où le modèle stalinien s'impose en 1948. Varsovie souhaite le retour de ses ressortissants communistes et favorise les rapatriements. En Languedoc-Roussillon, c'est la communauté espagnole qui pose le plus de problèmes, non seulement par son importance numérique, mais aussi par la détermination de nombre des réfugiés politiques, particulièrement de ceux des communistes qui ne sont pas expulsables. Pour les Espagnols, la solution est l'éloignement et l'assignation à résidence. Pour les autres, le ministère de l'Intérieur a la possibilité de faire reconduire à la frontière et d'expulser les étrangers sur simple requête administrative des préfetures. La tradition démocratique de l'accueil est donc remise en question, comme en temps de guerre.

Comment poursuivre une activité politique dans l'exil ? Projets politiques des exilés :

Si la première phase de la Guerre froide est celui de l'insécurité pour les exilés politiques, c'est parce qu'ils espèrent encore pouvoir agir à partir de leur terre de refuge. Les communautés sont hétérogènes. Les divisions voire la conflictualité réduisent les espérances des uns et des autres. De plus le pays qui les accueille gère les cas en fonction de ses intérêts diplomatiques et politiques. S'il y a contradiction, surveillance et répression rendent illusoire les objectifs des exilés. Pendant la Guerre froide, ce sont les communistes, affiliés au Kominform, qui se sont trouvés isolés en France, soutenus uniquement par les communistes qui eux-mêmes étaient mis à l'écart de l'ensemble des gauches. Ceux qui étaient prêts à

¹⁰⁹ Pierre Darlu, Gianna Zei, Anna Degioanni, " Patronymes italiens et migrations italiennes en France entre 1891 et 1940 ", in *Population*, vol ;51, n 6, 1996.

participer en cas de conflit Est-Ouest à une action subversive durent quitter la France ou furent l'objet d'une répression qui atteignit un apogée de 1948 à 1951¹¹⁰.

Les Italiens et les Polonais en région Languedoc-Roussillon forment des communautés numériquement peu importantes. Pour le gouvernement français, en quoi ces réfugiés deviennent-ils des indésirables, voire des "ennemis de l'intérieur" ?¹¹¹ Dans le climat de tension qui règne dans une Europe à peine rétablie des traumatismes de la deuxième guerre et menacée par la perspective d'un nouveau conflit, se développent des interprétations paranoïaques qui ne sont que partiellement fondées. On craint la reprise de grèves violentes et les étrangers sont vus comme une force d'appoint en cas de troubles sociaux graves. Les Italiens exilés politiques sont pour la plupart des antifascistes ayant du quitter l'Italie gouvernée par Mussolini et qui n'ont pas répondu à la veille de la guerre aux appels au retour du comte Ciano. Beaucoup se réclament du communisme. Après la guerre, le PCI retrouve une existence légale en Italie. En France, il exerce son influence par l'intermédiaire d' "Italia Libera" ; mais l'organisation est dissoute en février 1948 pour ingérence dans la politique française. Les communistes italiens en France se rapprochent du PCF et de la CGT. On les retrouve dans les "Groupes de Langue de la main-d'œuvre étrangère" du PCF et de la CGT mais les plus actifs résident dans les départements du sud-est¹¹². Pendant les grèves, on voit des Italiens aux côtés des ouvriers de la CGT dans les industries chimiques autour de l'étang de Thau à la fin de 1947 et parmi les dockers et les marins pêcheurs sétois¹¹³, et un an après des mineurs polonais dans l'Hérault et le Gard. Ils ne comptent pas cependant parmi les figures de premier plan. Le rapport des RG de 1950 dit que les éléments italiens "les plus turbulents" ont regagné leur pays. C'est là que leur lutte est en effet plus efficace désormais. Les éléments restants, disent les RG, "en raison de leur intégration au sein du PCF et de la CGT, apporteraient une aide efficace à leurs camarades français en cas d'épreuve de force".

Les Polonais sont trop peu nombreux en Languedoc-Roussillon pour disposer des mêmes structures associatives que leurs compatriotes des grands bassins miniers et sidérurgiques de Lorraine et du nord. Ils n'ont pas de "paroisses polonaises" et les deux grandes fédérations polonaises anticommunistes ont leurs centres à Lille et à Lens. Quand le Parti communiste polonais devient parti unique, les exilés qui acceptent ou soutiennent le communisme peuvent choisir le rapatriement. Varsovie a besoin de main-d'œuvre et a fait campagne en ce sens à partir de 1946. Pour la France entière, c'est un total de près de 58 000 personnes qui sont reparties vers les provinces polonaises de Silésie et de Poznanie : des départs volontaires, mais collectifs, en convois ferroviaires avec l'accord de la France qui, toutefois, cesse d'organiser les départs à la fin de 1948 quand les relations franco-polonaises se détériorent¹¹⁴. Le consul de Pologne à Marseille a été chargé des rapatriements en provenance du sud. Les effectifs ne sont évidemment pas comparables avec ceux de la Lorraine ou du Nord. Un convoi est parti d'Alès le 10 mai 1947 avec 650 personnes. Parmi elles, 38 mineurs et ouvriers agricoles du Languedoc accompagnés de 8 femmes et 14 enfants. Dans un autre convoi au départ de Limoges à la fin de septembre 1947, il y avait 4 Polonais de Magalas dans l'Hérault, dont une femme et un enfant. Repartir en Pologne est assez facile. En revenir est difficile. Des lettres arrivent qui disent les déceptions de rapatriés. Le préfet de l'Hérault en 1947 autorise une ouvrière agricole polonaise inscrite pour un rapatriement à demeurer dans l'Hérault. Il est vrai qu'elle vient d'épouser un compatriote né en Pennsylvanie et que tous deux disent avoir "peur

¹¹⁰ *Le Midi Rouge*, "L'État français et ses ennemis intérieurs durant la Guerre froide : le cas de l'Hérault", n°16, décembre 2010, pp.22-28.

¹¹¹ Mathieu Rigouste, *L'ennemi intérieur*, La Découverte, Paris, 2009, 341p.

¹¹² A.N. CAC 19960325, 8^{ème} partie, Rapport RG, "Les communistes étrangers en France", février 1950.

¹¹³ Édouard Martin, *Le parti communiste dans la Résistance*, mémoire de maîtrise, dir. Raymond Huard, Montpellier, 1992.

¹¹⁴ SZULC Joanna, *Les retours des Polonais de France vus par les associations et groupements politiques polonais en France de 1945 à 1949*, Thèse Université Paul Verlaine, Metz, septembre 2012.

d'être obligés de rester en Pologne¹¹⁵. Les Polonais qui souhaitent rester avec le statut de réfugié, tout en approuvant la nouvelle donne politique de leur pays, peuvent servir les intérêts de la nouvelle Pologne, en s'intégrant dans des sections de la CGT et du PCF. Ils s'engagent alors dans les grandes causes du PCF : guerre d'Indochine, blocus de Berlin, guerre de Corée, qui sont autant d'occasions pour les deux blocs de développer des propagandes – un des aspects majeurs de la Guerre froide –. La Guerre froide est une bataille idéologique. Mais les réfugiés communistes qui sont une force d'appoint pour la CGT et le PCF et qui relaient la propagande de Moscou et de Varsovie n'ont pas des droits égaux à ceux des communistes français. Ils risquent l'expulsion. Les expulsions qui ont suivi les grèves ont décapité le mouvement communiste polonais en France. Mais, localement, dans le sud, en 1948, les cas sont en nombre limité. Quatre mineurs polonais sont expulsés pour avoir participé à des piquets de grève dans les mines de Graissessac. Maurice Thorez protestera, lors d'une visite dans l'Hérault en janvier 1950, en soulignant que ces Polonais ont été des résistants¹¹⁶. Il est avéré que les consulats polonais ont encouragé les grévistes : en Languedoc-Roussillon ce sont ces consuls de Marseille et d'Alès qui sont venus à leur rencontre. Quand le consul de Marseille a visité Graissessac en septembre 1949, il a encouragé des compatriotes à choisir le retour et l'adhésion au parti communiste polonais¹¹⁷. Vingt des quarante mineurs venus l'écouter ont quitté la salle. En 1950, les services français de renseignement considèrent les Polonais et les Soviétiques réfugiés en France comme des "agents directs du Kominform" qui sont susceptibles d'obéir à d'autres directives que celles du PCF. C'est l'époque où le fantasme d'un complot international est examiné avec sérieux et où des scénarios sont mis au point puis testés par l'Institut des Hautes Études de Défense nationale¹¹⁸.

Les républicains espagnols exilés depuis la fin de la guerre civile ont été traités sans discrimination de 1945 à 1947. Ils ont ainsi connu une brève période de trois années pendant lesquelles ils ont pu espérer que le régime franquiste serait renversé. La France cherchait alors auprès de ses alliés occidentaux une stratégie consensuelle contre la dictature espagnole¹¹⁹. Les Espagnols avaient vu la Libération de la France comme un préalable à celle de leur pays : l'échec de l'opération "Reconquista de España" dans la vallée catalane du Val d'Aran en octobre 1944 fut l'une des premières déceptions. Mais avec leurs atouts : le nombre, l'expérience du combat acquise par les vétérans de la guerre civile et par les *guerrilleros* de la Résistance, les positions et les moyens disposés tout le long de la frontière pyrénéenne, les Républicains ont cru pouvoir réussir là où ils avaient échoué en 1939. La disposition de la base arrière française était la condition nécessaire. C'est la Guerre froide qui a bouleversé les positions diplomatiques. L'Espagne a entamé un processus de normalisation de ses relations avec la France tout en conservant un régime autoritaire dont les principes n'étaient en concordance ni avec ceux de l'URSS ni avec ceux de la République française. La réconciliation entre Paris et Madrid acquise en 1948 pour des raisons géopolitiques évidentes a rendu illusoire l'idée d'une reconquête rapide à partir de la France. Une partie des réfugiés se résigne alors : les catalans de l'*Esquerra republicana*, les radicaux de l'*Izquierda republicana*, l'entourage de l'ex président des Cortes réfugié à Montpellier Ramon Nogues y Biset. Ce n'est pas le cas du PCE ni du PSUC ; mais ces partis sont divisés par des querelles internes surtout depuis 1948 et ne peuvent pas compter sur une alliance avec les anarchistes d'ailleurs manipulés par la France. De toute manière, sur les rapports transmis par les préfets à partir de mars 1948, Jules Moch, ministre de l'Intérieur, renforce les droits des préfets qui peuvent éloigner les Espagnols déjà installés à proximité des

¹¹⁵ ADH, 2 W 367, rapatriés polonais.

¹¹⁶ ADH, 322 W 11.

¹¹⁷ ADH, 322 W 11.

¹¹⁸ *Le Midi Rouge*, numéro 16, décembre 2010, article cité.

¹¹⁹ Anne Dulphy, *La politique de la France à l'égard de l'Espagne de 1945 à 1955*, Direction des Archives, ministère des Affaires étrangères, 2002.

Pyrénées sans consultation des commissions départementales des expulsions¹²⁰. Sur la frontière, les nouveaux arrivants sont refoulés. Il n'y a pas d'extradition malgré les demandes de Madrid puisque ce serait en violation du droit d'asile. Le successeur de Jules Moch, Henri Queuille, va plus loin en septembre 1950 en déclenchant l'opération Boléro-Paprika¹²¹. Sur les 404 étrangers désignés 288 sont appréhendés dont 177 Espagnols (11 résidaient à Paris) qui ne sont pas rapatriables, 59 Polonais, 14 Soviétiques, et 13 Italiens qui sont expulsés. Les organisations communistes sont dissoutes et leurs publications interdites en vertu d'arrêtés signés le 7 septembre et le 27 octobre. 84 Espagnols sont transférés en Algérie et 61 en Corse ; les 32 autres sont expulsés vers la Pologne ou la Tchécoslovaquie.

En juin 1951, 57 Espagnols repartent de Corse et 54 d'Algérie vers l'Est sur deux navires polonais, le "Piaśt" et le "Czec". Cette offre collective de transferts vers l'est restera une exception car le gouvernement redoute ces déplacements et plus encore les possibles retours d'agents du Kominform. Boléro-Paprika jugée insuffisamment efficace par Madrid marque pourtant la fin des espoirs des plus déterminés des Espagnols. Ce sont eux qui ont été visés en Languedoc-Roussillon. Toutes les organisations communistes sont dissoutes, toutes les publications sont interdites. "La guerre est finie" même s'il reste des nostalgiques. Il faudra attendre 1975, la mort de Franco, pour que le retour soit possible pour tous.

Il y a donc eu en Languedoc-Roussillon une réalité de l'exopolitie espagnole avec des possibilités d'action qu'aucune des autres communautés étrangères ne possédait. Cependant jamais elle n'a couvert le même espace que l'ensemble de l'immigration républicaine, ni n'a réussi à agir en lien avec une Résistance intérieure espagnole qui avait évolué depuis le temps de la guerre civile. Quand la Guerre froide a commencé, l'indispensable soutien politique et logistique de la France lui a manqué. De ce temps qui est celui d'un échec, la région a du moins pu garder une empreinte hispanique très visible tant dans la patronymie que dans les multiples expressions de la sociabilité espagnole.

Hélène CHAUBIN.

* * *

*

LA JOURNÉE D'ÉTUDE DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON (MONTPELLIER, 30 NOVEMBRE 2013)

Pour la troisième fois, l'Association Maitron a organisé sa journée d'Étude bisannuelle. Après Perpignan en 2009, Béziers en 2011, c'est Montpellier qui a accueilli cette année la rencontre. Le nouveau site "Pierresvives", où siègent les Archives départementales de l'Hérault, en a été le cadre fort agréable bien que difficile à trouver. Le thème abordé a pris quelques temps d'avance sur les commémorations à venir puisqu'on y a parlé de Résistance, de Libération et d'épuration en Languedoc-Roussillon (1940-1944).

L'idée de Résistance a occupé la matinée. L'intervention de Jean-Marie Guillon (professeur émérite en histoire contemporaine à l'Université de Provence) a, de façon très claire, présenté une sociologie comparée des Résistances en Provence et dans le Languedoc-Roussillon, en même temps qu'une évolution parallèle, "France en réduction" a précisé l'auteur. Rappelant que la Résistance était un processus englobant toutes formes d'opposition à l'occupant et au Régime de Vichy, il a tracé les

¹²⁰ Anne Dulphy, "À l'épreuve de la Guerre froide, les préfets du sud-ouest et les réfugiés espagnols, 1947-1953", colloque de Reims, *Les préfets, leur rôle, leur action dans le domaine de la Défense de 1800 à nos jours*, Bruylant, collection Histoire, pp. 363-371

¹²¹ Phryné Pigenet, "La protection des étrangers à l'épreuve de la Guerre froide", *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1996, p. 296-310.

proximités évidentes comme “ être dans la zone non-occupée ”, et son corollaire de la fin 43, “ être dans la zone occupée ” ou plus géopolitiques comme la prise du pouvoir par le “ Midi Blanc ” (Vichy) au détriment du “ Midi Rouge ”. Il a aussi noté des différences, comme l’existence d’une grande métropole (Marseille) dans l’une des deux régions, et relevé ce qui pourrait être un lien : la frontière des deux régions avec un pays étranger ; mais si l’Italie joue, en Provence, le rôle de l’épouvantail, avec la crainte d’une annexion, l’Espagne, bien que franquiste, semble plutôt être la porte entrouverte vers Londres puis Alger en Languedoc-Roussillon.

La répression devient forte à partir de 1943 et l’arrivée des Allemands. Elle est le fait du Sipo allié en Provence au PPF, à la Milice en Languedoc-Roussillon.

Au départ, ces Résistances regroupent essentiellement des militants politiques (jusqu’à l’automne 1941), puis se développe une cristallisation des Mouvements (Combat par exemple) ; ensuite les Mouvements conquièrent les petites villes ; enfin, il y a ruralisation avec les maquis (Montagne refuge). Le schéma est identique dans les deux régions. Il y a peu d’échanges d’hommes entre Provence et Languedoc-Roussillon.

Enfin, J.-M. Guillon a brossé un tableau des deux partis politiques essentiels de la Résistance dans les deux régions : le Parti communiste et le Parti socialiste. Mais, pour ne pas déflorer l’édition des actes, nous ne développons pas ce point.

Au total, on peut dire que cette introduction à la journée fut particulièrement riche, trop peut-être puisqu’il n’y eut que peu de questions.

Ce fut, alors, au tour d’André Balent (professeur d’histoire retraité) d’intervenir sur la mobilité géographique des Résistants des Pyrénées-Orientales dont il a rédigé la notice pour le Maitron. Sur 150 notices rédigées, il n’a pu dénombrer que 20 “ émigration ” vers des cieux plus cléments (12 communistes et 8 MUR, essentiellement de Libération Sud) et inversement quatre ont quitté leur région pour venir dans les PO. Les raisons des départs sont liées à la Résistance ou légèrement antérieure à la Guerre (pour les communistes surtout). La région d’accueil est Midi-Pyrénées pour la majorité, suivie des autres départements du Languedoc-Roussillon et de la région lyonnaise (comme pour la Provence, où c’est la destination principale). André Balent a, alors, dressé une liste des partants avec quelques indications sur les raisons de leurs départs et leurs choix de point de chute. Ce travail est une illustration de l’intervention précédente.

Hélène Chaubin (professeur d’histoire retraitée) a clos la matinée en présentant l’itinéraire politique et résistant de Gilbert de Chambrun. Bien qu’aristocrate et diplomate, Gilbert de Chambrun lutta aux côtés des milieux populaires contre l’occupant et ses alliés français. La description qu’Hélène Chaubin a faite de son parcours de guerre (drôle de guerre, Dunkerque, retour en France et, après la Résistance, Libération et armée) puis de ses Résistances en Lozère (depuis son aide aux réfugiés et internés étrangers jusqu’aux combats pour la libération du territoire) a mis en lumière un homme attaché à son terroir, proche de ses hommes, n’hésitant jamais à dire et souvent faire ce qu’il pensait juste de faire.

Une courte discussion clôtura la matinée.

L’après-midi a été consacrée à l’épuration au travers de deux exemples : le Gard et Béziers.

Armand Cosson (professeur d’histoire retraité) a parlé de l’épuration extra-judiciaire (6 juin 44-septembre 44). Les premières exécutions ont lieu avant août 44. Les mobiles peuvent être la responsabilité dans l’application des ordres de vichy, la trahison, des oui-dire, des raisons sociales ou personnelles ou ignorées. Entre le débarquement et la Libération du Gard le phénomène s’accélère. Puis vient, le 24 août, la libération de Nîmes et la présence en ville de nombreux FFI (jusqu’en septembre 44). L’exécution d’otages fusillés en public devant les arènes débute une macabre série. Il s’agit pour le PC d’une réponse aux pendaisons de mars 44. Ces exécutions, pour ne plus être publiques n’en furent pas moins nombreuses : fusillés en représailles ou fusillés au titre d’otages. D’une façon générale, les exécutions faites par les maquisards sont tolérées tandis que les exécutions d’otages font polémique. Des prisons des FFI existent. À compter du 23 septembre, une cour de justice est instaurée, les dernières exécutions furent légales.

Le Midi Rouge

La période août-septembre représente 70% des exécutions sur 130 exécutés. Cette justice expéditive est au cœur des débats entre FTP et MLN.

Richard Vassakos (professeur d'histoire) s'est pour sa part attaqué au même phénomène à Béziers. Dès le printemps 44 des violences éclatent (résistants assassinés ou fusillés, bombardement allié). Le 20 août, alors que les Allemands traversent la ville, ils sont harcelés par des FFI ; on dénombre plusieurs morts et blessés. Cependant la prise de l'hôtel de ville se fait sans combat ni opposition.

L'épuration débute en septembre, elle se traduit par des tontes de femmes à la prison de Béziers et des arrestations sans exécution. Le 31 août, une cour martiale est créée et quelques miliciens sont exécutés en septembre. La chambre civique condamne 6 personnes à mort. Le 20 décembre les FFI attaquent la prison et exécutent 4 prisonniers, 4 autres attaques de la prison ont lieu entraînant des morts. En février 1945 des FFI, soupçonnés d'être les auteurs d'attaques, sont arrêtés et acquittés. L'opposition entre justice saine et démocratique (sous-préfet) et justice qui doit se faire (population) s'exacerbe. Cependant une grande partie de la population préférerait un retour au calme.

Ces deux passionnantes interventions ont permis de percevoir qu'en définitive les pouvoirs à la libération sont souvent dépassés par la violence de ce que les gens ont vécu.

La dernière intervention de la journée est due à Jacques Blin (retraité de la fonction territoriale). Elle a pour thème "émotions populaires et libération" à Sète. La faiblesse de la population qui n'a pas été expulsée de cette ville en zone réservée (3500 habitants à la libération contre 38000 habitants en 1938) et les critères de choix des "restants" rend difficile ce travail. Des revendications alimentaires à la manifestation de ménagères de 1942, des actions armées, des actions anonymes ou organisées pour tenter de préparer le redémarrage de la vie rendent compte de ces "émotions populaires". Un bombardement allié, le minage du port par les soldats allemands font retomber la joie d'une victoire qui vient. Et puis le retour des évacués entraîne la colère avec son lot d'expulsions ; mais fort heureusement le port peut ouvrir le 20 novembre 1944, signe d'un retour du travail et d'une certaine stabilité. Que d'émotion dans cette intervention !

Cette journée, riche d'interventions de qualité, malgré l'absence motivée et excusée de deux orateurs, m'a semblé bien équilibrée. Même si la communication de Xavier Verdejo sur les FTP Audois aurait pu combler l'absence de la Résistance audois dans cette journée, tout en illustrant la communication de Jean-Marie Guillon. Tandis que celle de Nicolas Marty elle aurait apporté un éclairage totalement absent jusqu'alors sur un autre type d'épuration, avec tous les enjeux qui l'explique. Nous avons cependant manqué de temps pour discuter avec les intervenants. J'ai hâte de lire les actes de cette journée.

Pierre CHEVALIER

SITE INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON

L'Association Maitron Languedoc-Roussillon a un site :
<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr/>

SOUSCRIPTION AU MAITRON :

Chaque volume du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social est en vente (*DBMOMS, Le Maitron*) est en vente dans toutes les librairies au prix de 65 € le volume. Sur chaque volume environ 650 notices. **Le tome 9 est vendu avec un accès gratuit au site internet du *Maitron* (*Maitron-en-ligne*) qui permet l'accès à environ 130 000 notices).**

Le *Maitron* (dictionnaires papier et site *Maitron-en-ligne*) est édité

par les Éditions de l'Atelier/ Les Éditions ouvrières

51-55, rue Hoche

94200 – IVRY-DUR-SEINE

SITE DES ÉDITIONS DE L'ATELIER :

www.editionsatelier.com

www.maitron.org

ACHETEZ LES VOLUMES PARUS DU MAITRON
5^e PARTIE : DE 1940 À 1968

*Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier,
mouvement social*

Tome 1 : de A à Bek

Tome 2 : de Bel à Bz

Tome 3 : de Ca à Cor

Tome 4 : de Cos à Dy

Tome 5 : de E à Ge

Tome 6 : de Gh à Je

Tome 7 : Ji à Lel

Tome 8 : Lem à

Tome 9 Me à Pen

NB : avec le tome 9, accès gratuit en ligne au site maitron-en-ligne

SOUSCRIVEZ AUX VOLUMES SUIVANTS

CHAQUE TOME COMPREND UN VOLUME PAPIER (650 NOTICES, ENVIRON)

ACCOMPAGNÉ D'UN CÉDÉROM COMPRENANT ENVIRON 1800 NOTICES

SUPPLÉMENTAIRES. PRIX : 65 €

Le Maitron est publié aux Éditions de l'Atelier, 51-55 rue Hoche 94200 – Ivry-sur-Seine

www.editionsatelier.com

Consultez également le site du “ Maitron ” : www.maitron.org

INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON

LANGUEDOCROUSSILLON

L'Association Maitron Languedoc-Roussillon a un site :

<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr/>